



GFAC

Le défi de nourrir la nation

Le président de la République, Denis Sassou N'Gesso, a lancé la deuxième édition de la Grande foire agricole du Congo (Gfac) qui se déroule du 5 au 20 août sur le thème « Nourrir la Nation et honorer la patrie ». « Un peuple qui ne produit pas ce qu'il consomme n'est pas un peuple libre. Aujourd'hui à la deuxième édition de la Grande foire agricole du Congo, je suis comblé parce que le mouvement est véritablement lancé », a-t-il déclaré.

Pages 8-9

Le chef de l'Etat visitant un des pavillons/Adiac



CÉMAC

Un nouvel agenda communautaire



Baltasar Engonga Edjo'o

Le président de la commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Baltasar Engonga Edjo'o, a été reçu à Brazzaville par le chef de l'Etat congolais et président en exercice de l'instance communautaire. Il lui a présenté la feuille de route des actions prioritaires que la commission entend mettre en œuvre afin d'accélérer l'intégration sous-régionale, incluant les défis économiques, sanitaires et sécuritaires auxquels fait face l'espace communautaire.

Page 16

PROJETS D'ÉLECTRICITÉ

Mobilisation des financements

L'administrateur de la Banque africaine de développement pour l'Afrique centrale, Régis Lakoue Derant, a réaffirmé l'engagement de l'institution financière à accompagner le Congo dans la préparation de projets d'électricité, notamment sur le volet mobilisation des financements. « Ce que nous finançons aujourd'hui, ce sont principalement des études pour de futurs projets. Elles permettront de structurer des projets bancables susceptibles d'être financés aussi bien par les bailleurs de fonds que par les investisseurs privés », a-t-il expliqué à l'issue d'un échange avec le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Bruno Jean Richard Itoua.

Page 3

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Des performances au Cames



Lors de la cérémonie académique de reconnaissance en l'honneur de 145 enseignants-chercheurs promus aux sessions des Comités consultatifs interafricains du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames), le directeur de la recherche scientifique, Gaston Ekouya, a souligné que l'université Marien-Ngouabi a enregistré des performances notables. « Pour la 46^e session, sur 69 dossiers présentés, 52 ont été inscrits, soit un taux

Tous les promus et lauréats/Adiac de réussite global de 75,36% », a-t-il noté en présence des lauréats du 22^e concours d'agrégation de médecine et des sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion.

Page 7

Éditorial
Résilience féminine

Page 2

ÉDITORIAL

Résilience féminine

Une heureuse initiative a été lancée à Luanda en Angola en faveur du renforcement de la résilience des femmes et des filles face aux changements climatiques et aux conflits. Portée par l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement (Opdad), cette campagne couvre la période 2025 et 2027.

Tout le monde ou presque est conscient que la couche féminine est plus exposée aux conséquences des conflits en Afrique qui souvent provoquent les déplacements massifs des populations et exacerbent la paupérisation des communautés tant en milieu urbain que rural.

Dans la majorité des cas, les femmes et les filles voient leur dignité bafouée et leurs moyens de subsistance démolis, sans compter les pertes des membres de leurs familles dans des conditions parfois tragiques. Elles sont aussi les premières à subir les effets nocifs des aléas climatiques qui les affectent durement.

L'Opdad a fait ses preuves dans la bataille pour le développement sur le continent africain à travers diverses interventions dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du social. Pour mener à bien son nouveau plaidoyer, elle devra se doter de moyens au diapason de ses ambitions.

Les premières dames d'Afrique sont, en effet, les mieux placées pour mobiliser les financements auprès des hauts dirigeants politiques, des organisations continentales et des partenaires afin de réduire la vulnérabilité des femmes et des filles face à ces fléaux qui compromettent le développement socio-économique du continent.

Les Dépêches de Brazzaville

ASSEMBLÉE NATIONALE

La Commission Ecofin s'imprègne des réalités du CHU-B

La direction générale du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville (CHU-B) a présenté, le 4 août à Brazzaville, à la Commission économie, finances et contrôle du budget ((Ecofin)) de l'Assemblée nationale, ses activités réalisées ainsi que les difficultés auxquelles elle est confrontée au quotidien.

Préoccupée par des questions de santé, la Commission Ecofin a reçu en séance de travail les responsables du CHU-B à l'effet de débattre de son financement. Selon le président de cette commission, Maurice Mavoungou, cet établissement public est une vitrine en matière de santé en République du Congo. *«Beaucoup d'informations circulent, nous n'avons pas pensé faire confiance à ce qui se dit. Nous avons préféré aller à la source pour obtenir de vous, direction générale, des informations nécessaires susceptibles d'amener les députés de la Commission Ecofin à trouver des solutions aux problèmes qui minent votre établissement »*, a circonscrit le président de la Commission Ecofin de l'Assemblée nationale.

Après la présentation de la synthèse des activités par le directeur général du CHU-B, le Pr Thierry Raoul Alexis Gombet, les deux parties ont mis un accent sur les solutions à apporter face au sous-financement de cet établissement sanitaire. En effet, cette sensibilisation a porté sur les aspects budgétaires. *« Le directeur général et son équipe sont venus nous présenter les diffi-*



Yves Fortuné Mondelé Ngollo entouré d'Herdy Makassela et du Pr Thierry Raul Gombet/Adiac

cultés que rencontre cet établissement sanitaire public. De cet échange, nous avons pris acte de cette sensibilisation des autorités budgétaires à la veille du traitement de la loi de finances 2027 pour pouvoir regarder quelles seront les réflexions, les pistes de solutions que nous pourrions envisager ensemble aux problèmes que rencontre le CHU-B », a résumé Yves Fortuné Moundelé-Ngollo Ehourossia. Selon lui, ces échanges qui vont se poursuivre sont nécessaires parce qu'ils ont permis aux députés de toucher du doigt les réalités fi-

nancières et budgétaires du CHU, notamment des aspects liés à l'entretien du matériel, le problème des salaires, l'aménagement de l'hôpital. Notons que le CHU-B traverse depuis des années une crise financière et logistique à l'origine des grèves à répétition. L'établissement fonctionne souvent au rythme de service minimum à cause de l'irrégularité des salaires. De même, la qualité du plateau technique et le respect des normes environnementales restent à désirer.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Directrice Générale p.i : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Pascal Mongo-Slyhm, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

ADIAC TV

Coordonnateur : Quentin Loubou
Responsable des programmes: Mildred Moukenga

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Nana Londole, Jules Tambwe Itagali.
Alain Diasso, Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétaire général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo.

PAO – MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service Maquette : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL-BUREAU DE PARIS

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Dani Ndungidi

ADMINISTRATION - FINANCES

Directeur : Kiobi Chuldrón Abira
Assistant à la direction : Arcade Arnaud Bikondi
Chef de service RHC : Martial Mombongo
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga
Mbossa Viny, Abira Tachie, Mongo Hurcilla

DIRECTION COMMERCIALE

Responsable commercial : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Djongbot
Olabouré, Marina Zodialho, Mibelle Okollo

Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Assistante : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila
Adjoint: Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Boris Ebaka
Médiatrice culturelle : Émilie Eyala
Assistant: Eustel Chrispain Stevy Oba
Caissière: Jessica Iloki
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Directeur : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél : +242 05 200 6565, / Email: contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

ÉNERGIE

La BAD engagée à accompagner le Congo dans la structuration de projets d'électricité

A la tête d'une délégation, l'administrateur de la Banque africaine de développement (BAD) pour l'Afrique centrale, Régis Lakoue Derant, a été reçu le 4 août à Brazzaville par le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Bruno Jean Richard Itoua. Il a réaffirmé l'engagement de l'institution financière à accompagner le Congo dans la préparation de projets d'électricité, notamment sur le volet mobilisation des financements.

Les discussions entre la partie congolaise et la BAD ont porté sur les priorités du secteur de l'énergie, les études de faisabilité en cours et les réformes nécessaires pour rendre les futurs projets attractifs pour les investisseurs. Au cours de la rencontre, les deux parties ont passé en revue leur coopération, tout en faisant le point sur les études en cours destinées à préparer de nouveaux projets dans le domaine de l'électricité.

D'après Régis Lakoue Derant, l'énergie demeure un levier essentiel du développement économique. « Nous avons échangé avec le ministre sur les priorités actuelles du Congo en matière d'énergie. L'énergie est fondamentale pour le développement d'un pays, son industrialisation et la diversification de son économie », a-t-il déclaré. Il s'agit de mettre en œuvre des actions prioritaires afin de permettre au secteur énergétique congolais de répondre durablement aux besoins de la population et du secteur



privé. Ces priorités concernent le renforcement des capacités de production, l'amélioration des réseaux de transport et de distribution, la commercialisation de l'électricité ainsi que la gouvernance du secteur.

L'émissaire de la BAD a insisté sur l'amélioration de la gouvernance qui constitue une condition indispensable à la performance de ce secteur vital. «

Sans amélioration de la gouvernance, nous ne pourrions pas avoir de performance au niveau du secteur de l'énergie », a-t-il martelé.

La rencontre a également permis de faire le point sur les interventions actuelles de la BAD au Congo. Contrairement aux investissements directs dans des infrastructures, l'institution finance plusieurs études tech-

La séance de travail entre les deux parties /Adiac

niques et de faisabilité destinées à préparer les futurs projets. « Ce que nous finançons aujourd'hui, ce sont principalement des études pour de futurs projets. Elles permettront de structurer des projets bancables susceptibles d'être financés aussi bien par les bailleurs de fonds que par les investisseurs privés », a expliqué Régis Lakoue Derant.

Ces études visent à identifier et à préparer des projets capables d'accroître durablement la capacité de production d'électricité du pays, tout en répondant aux exigences des partenaires techniques et financiers. Les deux parties se sont accordées sur la poursuite de leur collaboration afin de renforcer l'accompagnement de la BAD dans un secteur considéré comme stratégique pour le développement économique et social du Congo.

Dans cette même dynamique, rappelons que le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Bruno Jean Richard Itoua, a reçu, peu avant l'équipe de la BAD, le directeur général sortant d'ENI Congo, Andrea Barberi, accompagné de son successeur. Partenaire stratégique du Congo dans le secteur de l'énergie, ENI Congo contribue à l'approvisionnement du pays en électricité grâce à sa centrale à gaz, tout en poursuivant le développement de plusieurs autres projets énergétiques.

Fiacre Kombo

VIE DES INSTITUTIONS

Pierre Ngolo et Pierre Oba jettent les bases d'une collaboration fructueuse

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, et le ministre à la présidence, chargé des Affaires politiques, Pierre Oba, ont souligné le 5 août à Brazzaville la nécessité d'instaurer une collaboration fructueuse.

A la tête d'une délégation comprenant les membres de son cabinet, Pierre Oba a présenté son ministère créé récemment au président de la chambre haute du parlement. « Nous avons eu le privilège, ma délégation et moi, d'être reçus en audience par le président du Sénat. C'est simplement pour nous présenter à lui, parce que, comme vous le savez, le ministère dont j'ai la charge aujourd'hui est de nouvelle création, il est donc en train de chercher son chemin, de s'installer », a expliqué le ministre Pierre Oba à la sortie de l'audience.

Selon lui, parmi les attributions de ce nouveau ministère, il y a les relations avec les autres institutions de la République. Au nombre de ces institutions, se trouve, a-t-il dit, en très bonne place le Sénat. « C'est donc le sens de notre rencontre d'aujourd'hui, c'est pour mettre en place, avec le Sénat et son bureau, les mécanismes d'un dialogue permanent, d'une

concertation permanente aussi. Il s'est agi également de jeter les bases d'une collaboration que nous avons, le président du Sénat et nous-mêmes, qualifié de fructueuse, qui aidera, à coup sûr, le département des Affaires politiques à faire des avancées importantes dans la noble mais aussi délicate mission que nous avons à accomplir », a conclu le ministre.

Notons que le décret créant ce ministère le définit non pas simplement comme un exécutant mais comme le chef d'orchestre de la politique de la nation dans le domaine des affaires politiques, de la cohésion nationale et du vivre-ensemble. Sa mission s'articule autour de deux axes principaux. En premier, une fonction de veille et d'analyse stratégique. Le ministre chargé des Affaires politiques sera l'œil du chef de l'État et du gouvernement sur la vie politique nationale. Il devra suivre les relations entre l'exécutif et les acteurs politiques, produire



des analyses préventives sur la situation institutionnelle et développer un système d'alerte précoce, notamment en période électorale.

La seconde fonction attribuée à ce ministre est celle de la médiation et de la pacification. Il sera chargé d'organiser des dia-

Pierre Ngolo s'entretenant avec la délégation du ministère en charge des Affaires politiques /DR

logues permanents avec les partis politiques et de préparer des concertations politiques dont il devra veiller à l'application des conclusions. Il doit également « proposer des mécanismes de gestion des tensions et crises politiques ». Ce nouveau ministère assurera, en outre, la liaison

entre le président de la République, les partis politiques, le parlement et même l'opinion publique.

Un champ d'activités dans lequel le Sénat dispose d'une riche expérience en sa qualité de modérateur et de conseil de la nation.

Parfait Wilfried Douniama



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI n°005/MEPPSA/TRESOR-UGP/26

Recrutement d'un consultant senior pour fournir un appui technique à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines au MEPPSA (Relance).

1. Contexte et justification :

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats (TRESOR en anglais) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Recrutement d'un consultant senior pour fournir un appui technique à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines au MEPPSA » (Relance).

2. Objectifs de la mission :

L'objectif de la mission est d'appuyer le MEPPSA dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines, incluant le recrutement, le (re) déploiement, la rétention et la gestion décentralisée des carrières, assortie d'un Plan d'action opérationnel et budgétisé afin d'améliorer la qualité du service dans les établissements scolaires publics. Plus spécifiquement il s'agira d'accompagner l'équipe technique du MEPPSA pour :

- Réaliser un diagnostic approfondi du système actuel de gestion des ressources humaines, y compris l'analyse de la répartition des enseignants par établissement ;
- Identifier les contraintes et opportunités liées au recrutement, au déploiement et à la gestion des carrières enseignants ;
- Proposer des orientations stratégiques et opérationnelles en matière de recrutement, d'affectation et de gestion des carrières des

enseignants ;

- Elaborer un plan de recrutement et de (re) déploiement
- Elaborer un plan d'action budgétisé aligné sur les priorités du programme et les besoins identifiés ;
- Définir un dispositif de suivi-évaluation de la stratégie permettant de suivre la répartition des enseignants et la couverture des écoles en enseignants qualifiés.

3. Profil du consultant :

Le Consultant devra présenter le profil suivant :

- Être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (BAC +5) en éducation, Economie, Ressources humaines, Planification, Statistique ou autres domaines connexe ;

Expérience Professionnelle

- Disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le domaine de l'éducation, du développement, planification, statistique ;
 - Disposer d'une expérience avérée du système éducatif congolais, particulièrement dans la gestion des ressources humaines l'enseignement primaire, une expérience sur le terrain est fortement recommandée
 - Avoir réalisé au moins une mission similaire dans un pays d'Afrique centrale.
- ##### Compétences techniques
- Avoir une maîtrise des systèmes public de gestion du personnel ;
 - Avoir une connaissance approfondie des stratégies et politiques et pratiques éducatives ;

tives ;

- Avoir une maîtrise parfaite du Français et de qualité d'expressions orale et écrite, la connaissance de la langue anglaise constitue un atout ;
- Disposer des capacités de rédaction et d'analyse des documents de projet, stratégie, plan d'actions
- Avoir une parfaite maîtrise des logiciels de bureautique essentiels, en particulier des logiciels de traitement de textes et traitement statistique (Microsoft Word, Excel, PowerPoint, internet et traitement électronique)
- Qualités personnelles et interpersonnelles
- Capacité à travailler en équipe, à transférer son expertise et à coordonner avec divers partenaires et parties prenantes ;
- Aptitude à travailler dans un environnement dynamique et sous pression tout en respectant les échéances

4. Durée de la mission :

La durée de la mission est fixée à deux (2) mois, soit un maximum de soixante (60) jours calendaires.

5. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera par comparaison des CVs conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale Edition de septembre 2025.

L'Unité de Gestion du Programme TRESOR

invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant un CV détaillé à jour, une lettre de motivation, la photocopie des diplômes et une ou des attestations de travail.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission tous les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de l'UGP-TRESOR, A l'attention du Coordonnateur du Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats, sis Rue Isaac LOCKO, à côté de l'ambassade des Etats Unis, République du Congo, Téléphone : (+242) 06 131 34 34 / 06 951 36 62 / 06 684 74 27. Adresse électronique : ugptresorcpm@gmail.com.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 27 Août 2026 à 15h00 et porter clairement la mention « Recrutement d'un consultant senior pour fournir un appui technique à l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines au MEPPSA » (Relance).

Fait à Brazzaville, le 04 AOÛT 2026
Arsène Harobou BOUCKITA
Le Coordonnateur

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI N°006/MEPPSA/TRESOR-UGP/26

Recrutement d'un consultant national pour l'appui technique à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation (Relance)

1. Contexte et justification

La République du Congo a obtenu de la Banque mondiale, un financement de 94, 625 millions USD pour le Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats (TRESOR en anglais) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Recrutement d'un consultant national pour l'appui technique à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation (Relance) ».

2. Objectifs de la mission

L'objectif de la mission est de faire équipe avec le consultant senior en vue de fournir un appui technique au MEPPSA pour l'élaboration d'une stratégie nationale de gestion des ressources humaines pour le MEPPSA, en contribuant à la revue des cadres réglementaires et stratégiques nationaux, à l'analyse des données et à l'intégration des réalités institutionnelles. Plus spécifiquement il s'agira de faire une revue des cadres réglementaires et stratégiques nationaux sur la gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation, collecter et analyser les données sur les ressources humaines en éducation, en assurant leur fiabilité et leur cohérence, contribuer au diagnostic du système de gestion des ressources humaines, faciliter les consultations avec les parties prenantes nationales et assurer la prise en compte des réalités locales et institutionnelles dans l'élaboration des analyses et recommandations.

3. Tâches Principales

Le Consultant sera chargé de :

- Collecter les données quantitatives et qualitatives auprès des structures nationales et des établissements concernés ;
- Vérifier la fiabilité des informations ;
- Assurer la liaison entre le consultant international et les institutions nationales ;
- Faciliter les échanges avec les parties prenantes au cours des ateliers techniques et de validation ;
- Contribuer à la rédaction des rapports avec le consultant international ;
- Apporter les inputs contextuels nécessaires à l'analyse des données et à la formulation des recommandations ;
- Contribuer aux analyses et à la rédaction ;
- Relire et valider les documents produits ;

4. Profil du consultant :

Le Consultant devra présenter le profil suivant :

- Être titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur (BAC +4 /5) en éducation, planification, économie, statistiques, droit, sociologie ; ou autres domaines connexes.

Expérience Professionnelle

- Disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans la gestion des ressources humaines du secteur éducatif.
 - Avoir une bonne connaissance du fonctionnement de la fonction publique de la République du Congo ;
 - Disposer d'une expérience en collecte et en analyse des données ;
 - Avoir de bonnes capacités de coordination et de communication.
- ##### Compétences techniques

- Avoir une connaissance approfondie des stratégies et politiques de gestion des ressources humaines du secteur éducatif ;
- Avoir une maîtrise parfaite du Français et de qualité d'expressions orale et écrite, la connaissance des langues nationales (lingala, Kituba) et de l'anglais constituent un atout ;
- Disposer des capacités de rédaction et d'analyse des documents du projet ;
- Avoir une parfaite maîtrise des outils bureautiques essentiels, en particulier des logiciels de traitement de textes et d'analyse de données (Microsoft Word, Excel, PowerPoint, internet et traitement électronique)
- Qualités personnelles et interpersonnelles
- Capacité à travailler en équipe, à transférer son expertise et à coordonner avec divers partenaires et parties prenantes ;
- Aptitude à travailler dans un environnement dynamique et sous pression tout en respectant les échéances ;
- Avoir une bonne capacité d'organisation, de gestion des priorités et de respect des délais.

5. Durée de la mission :

La durée de la mission est fixée à soixante (60) jours.

6. Méthode de sélection

La sélection du consultant se fera par comparaison des CV conformément aux procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale Edition de septembre 2025.

L'Unité de Gestion du Programme TRESOR invite les candidats à fournir en français un dossier de candidature comprenant un CV détaillé à jour, une lettre de motivation, la photocopie des diplômes et une ou des attestations de travail.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission, tous les jours (ouvrables) de 9 heures à 16 heures, à l'adresse ci-dessous : Secrétariat de l'UGP du Programme de Transformation du secteur de l'Education pour de Meilleurs Résultats (TRESOR), sis rue Isaac LOCKO, à côté de l'ambassade des Etats Unis, République du Congo, Téléphone : (+242) 06 131 34 34 / 06 951 36 62 / 06 684 74 27. Adresse électronique : ugptresorcpm@gmail.com.

Les dossiers de candidature peuvent être transmis par voie électronique ou être déposés sous plis fermés en quatre exemplaires à l'adresse ci-dessous, au plus tard le 27 Août 2026 à 15h00 et porter clairement la mention « Recrutement d'un consultant national pour l'appui technique à l'élaboration d'une stratégie de gestion des ressources humaines dans le secteur de l'éducation (Relance) ».

Fait à Brazzaville, le 04 AOÛT 2026
Arsène Harobou BOUCKITA
Le Coordonnateur

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Visite des installations de Sofatt Industrie

Représentant le ministre du Développement industriel, des Zones économiques spéciales et de la Promotion du secteur privé, le directeur de cabinet, Max Bouhoyi, a effectué, le 2 août, à Brazzaville une visite de travail à Sofatt Industrie SA, une entreprise congolaise spécialisée dans la production d'eau, de jus et de yaourts commercialisés sous la marque TATA.

La visite s'est inscrite dans la volonté des pouvoirs publics d'élargir leur accompagnement aux petites et moyennes entreprises industrielles, après une série de déplacements consacrés aux grandes unités de production. L'objectif étant de mieux appréhender les réalités du terrain et d'identifier les leviers susceptibles de renforcer la compétitivité des PME, dans un contexte marqué par l'ouverture des marchés africains à travers la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf).

Le directeur de cabinet, Max Bouhoyi, s'est imprégné de l'intégralité des chaînes de fabrication de ces produits laitiers, jus non gazeux ainsi que l'eau conditionnée dans des emballages spécifiques adaptés à la conservation. Il a dressé un constat encourageant, tout en relevant les défis à surmonter, notamment les difficultés énergétiques rencontrées par l'entreprise avec un déficit de 18 heures d'alimentation par jour,



Le directeur de cabinet visitant la salle de production/Adiac

une contrainte partagée par de nombreuses industries locales. « Nous avons réfléchi sur des possibilités de partenariats avec des solutionneurs d'énergie ou des collaborations interentreprises pour pouvoir apporter des

solutions », a-t-il indiqué à l'issue de la visite. Au-delà des obstacles, le représentant du ministre a salué la dynamique de l'entreprise et sa volonté de se projeter vers l'export. Dans cette perspective,

l'accompagnement du gouvernement se concrétisera par le soutien de l'Aconoq, pour mener à bien la certification des produits et les mettre en conformité avec les normes internationales, gage de compétitivité sur le marché

régional à l'arrivée de la Zlécaf. Le directeur de cabinet a conclu sa visite en voyant dans la société Sofatt industrie un exemple réussi de croissance industrielle et un acteur promis à un bel avenir, capable de créer des emplois et de participer à la transformation locale. À travers cette démarche, le gouvernement réaffirme sa volonté de soutenir l'émergence d'un tissu industriel diversifié, dans lequel les petites entreprises sont appelées à jouer un rôle croissant en matière de création d'emplois et de transformation locale. La société Sofatt industrie basée à Brazzaville est présente également à Pointe-Noire. Elle emploie actuellement 153 personnes, dont 103 dans la capitale et 50 dans la ville océane. L'entreprise ambitionne de poursuivre son développement avec la construction à Kintélé d'un complexe industriel de près de 10 000 m² destiné à accroître ses capacités de production. Gloria Imelda Lossele et Jean Pascal Mongo-Styhm

Le défi du renouveau

Au ministère du Développement industriel, des Zones économiques spéciales et de la Promotion du secteur privé situé au rond-point la Poste, au centre-ville, un vent nouveau s'annonce à travers la réhabilitation du siège social. Une initiative du nouveau chef de ce département, Michel Djombo, qui a estimé mettre son personnel en conditions afin de bien atteindre les objectifs assignés.



Le ministre Michel Djombo visitant le chantier/Adiac

Confiés à une entreprise privée, les travaux de rénovation du siège du ministère du Développement industriel, des Zones économiques spéciales et de la Promotion du secteur privé avancent à pas de géant. A l'occasion du 1er samedi du mois en cours, le ministre Michel Djombo s'y est rendu pour se faire une idée du niveau d'avancement du chantier. Malgré quelques difficultés mineures, les travaux sont déjà exécutés à plus de 90%. Ils consistent notamment à rénover tout l'ensemble du bâtiment, de la peinture à la toiture, ainsi que le changement du mobilier, question de permettre aux cadres et agents de travailler dans des conditions adéquates et optimales. Dans la cour, il y est installé un forage d'eau qui servira d'alimenter tout le ministère pour divers besoins. « Le premier samedi du mois est dédié à l'opération de salubrité sur les lieux. Nous avons donc profité de cette occasion pour visiter le niveau d'avancement des travaux de réhabilitation du bâtiment pour améliorer le cadre professionnel des travailleurs. Les travaux avancent normalement car sur les trois étages, deux sont déjà exécutés à 95%, et d'ici deux semaines, nous allons regagner nos locaux », a expliqué le ministre Michel Djombo. Firmin Oyé

HYDROCARBURES

Le nouveau directeur général de la Sclog dévoile sa feuille de route stratégique

Joseph Kouamé, nouveau directeur général de la Société commune de logistique (Sclog), a présenté, le 31 juillet à Brazzaville, la feuille de route de son mandat devant ses collaborateurs et les partenaires du secteur. Cette feuille de route stratégique repose sur trois axes majeurs : la sécurité opérationnelle, la continuité des approvisionnements et la réduction des pertes de produits.

Entreprise chargée du stockage et du transport des hydrocarbures liquides (Gazole, essence, jet fuel, fioul, pétrole lampant) à l'échelle nationale, la Sclog entend renforcer le respect de ses standards de sécurité. « Si vous avez le feu dans un dépôt ou un accident, tout s'arrête. Il y a trois choses essentielles dans une société comme Sclog. La première, c'est la sécurité, parce que si vous avez le feu dans un dépôt, tout s'arrête. Si vous avez un accident, tout s'arrête. Deuxième élément important, c'est la performance, c'est-à-dire qu'il faut assurer l'alimentation, les livraisons des villes, pour qu'il n'y ait pas de rupture de stock. Troisièmement, limiter les pertes, parce que dans le secteur des hydrocarbures, il y a beaucoup de pertes de produits. Il faut qu'on contribue à trouver des solutions. Faire en sorte que les propriétaires des produits ne les perdent pas dans le coulage », a souligné Joseph Kouamé, lors de sa prise de parole, insistant sur la nécessité d'éviter les ruptures de stock en ville et de lutter contre le coulage lors du transport des volumes is-



Le nouveau directeur général entouré du personnel et des partenaires/Adiac

sus de la raffinerie et des importations. Pour concrétiser ces orientations, le nouveau dirigeant mise sur le renforcement du capital humain à travers la formation et la motivation du personnel. Un cap accueilli favorablement par la cheffe du personnel, Anne-Clarisse Ngouari, qui a réaffirmé l'engagement des agents à soutenir la continuité des projets entrepris sous l'ancienne direction. « Vous savez que quand il y a un entrant, il y a la continuité. Et comme vous avez su remar-

quer dans son discours, il a promis d'amener les projets laissés qui n'ont pas été terminés par son prédécesseur. Et donc, en toute cohésion, il mettra les énergies possibles pour pouvoir mener à bien tout ce qui est prévu pour continuer à travailler dans la sérénité. Nous sommes ici en tant qu'agents et le recevons avec joie, prêts à l'accompagner pour mener à bien les activités à la Sclog en vue d'un rendement meilleur souhaité par tous », a indiqué Anne-Clarisse Ngouari. Fortuné Ibara

CONTRÔLE ET CONFORMITÉ

TÜV Rheinland rejoint le dispositif national

La société allemande TÜV Rheinland rejoint désormais Cotecna Inspection SA comme prestataire technique du Programme congolais d'évaluation de la conformité (PCEC). L'annonce a été faite, le 4 août, à Brazzaville lors d'un point de presse présidé par le ministre du Développement industriel, des Zones économiques spéciales et de la Promotion du secteur privé, Michel Djombo, en présence des responsables de l'Agence congolaise de normalisation et de la qualité (Aconoq), de Cotecna et de TÜV Rheinland.

La décision intervient à la suite du retrait de Bureau Veritas des programmes gouvernementaux de vérification de la conformité qu'il assurait en Afrique et au Moyen-Orient. Afin d'assurer la continuité du dispositif, l'Aconoq a conduit un processus de sélection qui a abouti au choix de TÜV Rheinland pour rejoindre Cotecna dans la mise en œuvre du PCEC.

Dans son intervention, le ministre a rappelé que le PCEC constitue un instrument stratégique de la politique nationale de protection des consommateurs. Il permet de vérifier, avant leur embarquement vers la République du Congo, que les marchandises importées répondent aux normes de qualité, de sécurité et aux exigences réglementaires en vigueur. Face à l'intensification des échanges commerciaux, a-t-il souligné, ce mécanisme contribue à empêcher l'introduction sur le marché national de produits susceptibles de présenter des risques pour la santé, la sécurité des consommateurs ou la compétitivité de l'économie.

Michel Djombo a également mis en avant les résultats enregistrés depuis la mise en œuvre du

programme. Entre mai 2022 et juin 2026, plus de 42 830 certificats de conformité ont été délivrés, tandis que 1061 rapports de non-conformité ont été émis, illustrant l'efficacité du dispositif dans le contrôle des produits destinés au marché congolais.

Dans le même élan, d'autres innovations ont été annoncées, parmi lesquelles la digitalisation complète du processus de certification. En effet, il a été notifié que, depuis le 1er août 2026, les opérations sont désormais entièrement dématérialisées grâce à une plateforme numérique, avec pour objectif d'accélérer le traitement des dossiers, de renforcer la transparence et de faciliter les démarches des opérateurs économiques.

Interrogé à l'issue du point de presse, le directeur général de l'Aconoq, Jean Jacques Ngoko Mouyabi, a tenu à rassurer les importateurs. Selon lui, le changement concerne uniquement le prestataire chargé des inspections techniques. « Rien ne change, sauf le nom du prestataire », a-t-il affirmé, précisant que TÜV Rheinland appliquera les mêmes procédures et exigences que Bureau Veritas, sous la supervision per-



Le ministre Michel Djombo échangeant avec les représentants de TÜV Rheinland et Cotecna/Adiac

manente de l'Aconoq. Ajoutant que l'agence demeure le garant du bon fonctionnement du programme. Elle veille au respect des procédures par les prestataires techniques, contrôle la délivrance des certificats de conformité et peut intervenir en cas d'irrégularités. Pour Jean Jacques Ngoko Mouyabi, le choix de TÜV Rheinland repose sur une sélection rigoureuse menée selon les critères nationaux et ceux du Tic Council, organisation internationale de

référence dans les domaines des essais, de l'inspection et de la certification.

Pour finir, le directeur de l'Aconoq a, par ailleurs, invité les opérateurs économiques à poursuivre leurs démarches comme auparavant, rappelant que la présentation du certificat de conformité reste obligatoire avant le dédouanement des marchandises. « Ce programme protège également les consommateurs congolais en empêchant l'entrée sur le territoire de

produits ne répondant pas aux normes de qualité », a-t-il insisté.

À travers cette nouvelle configuration, le gouvernement entend renforcer les capacités opérationnelles du PCEC, améliorer la couverture des zones d'importation et consolider un système de contrôle conforme aux meilleures pratiques internationales, au service de la protection des consommateurs, de la compétitivité des entreprises et de l'amélioration du climat des affaires.

Gloria Imelda Lossele



Formations qualifiantes et plans d'affaires pour les personnes affectées par le projet de drainage de Brazzaville

Le Programme de restauration et de renforcement des moyens de subsistance (PRRMS) entre dans sa phase opérationnelle d'accompagnement des personnes affectées par le projet de drainage des eaux pluviales de Brazzaville. À partir du lundi 3 août 2026, les bénéficiaires entament les formations qualifiantes et les sessions d'appui au montage et appropriation des plans d'affaires des activités génératrices de revenus (AGR).

Cette étape fait suite à l'atelier de clôture du PALE et de lancement officiel du PRRMS, tenu le 30 avril 2026 à Brazzaville. À cette occasion, la représentante de l'AFD a rappelé que « sans restauration effective des moyens de subsistance, l'indemnisation seule ne suffit pas à garantir la durabilité des résultats ». C'est cette exigence que traduit le dispositif engagé aujourd'hui.

En amont des formations, des visites des centres présélectionnés ont été organisées du 9 au 13 juillet 2026, avec la participation des PAP concernées. Les futurs apprenants ont ainsi pu apprê-

cier eux-mêmes les conditions d'accueil, le plateau technique, l'accessibilité des lieux et leur proximité avec les domiciles. Sept centres ont été retenus à l'issue de ces visites. Ils accueilleront les bénéficiaires dans plusieurs filières : conduite automobile, coupe-couture, coiffure-esthétique, pâtisserie et restauration, ainsi que les métiers du bâtiment (électricité, menuiserie, carrelage, soudure et plomberie).

Les PAP porteuses d'AGR suivent en parallèle des sessions de formation au montage des plans d'affaires. Il s'agit de transformer les idées d'activités déjà recensées en dossiers structurés et chiffrés, présentables devant la commission de validation. Ces sessions se dérouleront du 3 au 29 août 2026, en six vagues d'environ cinquante bénéficiaires chacune.

Chaque vague suit trois jours de formation en salle, puis une phase de coaching individuel. Au terme du parcours, le bénéficiaire doit disposer d'un plan d'affaires finalisé, condition d'accès à la commission de validation. Selon le calendrier

prévisionnel, la première vague pourrait y être présentée dès le lundi 10 août 2026.

Les deux volets poursuivent le même objectif : permettre aux ménages affectés de retrouver une activité et un revenu après le déplacement. Le programme y associe une qualification professionnelle, un projet économique chiffré et un accompagnement rapproché jusqu'au démarrage de l'activité.

Le PRRMS rappelle par ailleurs son engagement en faveur d'un environnement d'apprentissage sûr et respectueux, et applique une politique de tolérance zéro contre les violences basées sur le genre, l'exploitation, les abus sexuels et le harcèlement sexuel.

Pour suivre les prochaines étapes et les activités de terrain, le public est invité à consulter le site officiel www.prrms-dggt.cg et à s'abonner aux pages du Programme de Drainage des Eaux Pluviales de Brazzaville - Phase II sur Facebook, LinkedIn, Instagram et WhatsApp.

UMNG

145 enseignants-chercheurs promus aux sessions du Cames

L'université Marien-Ngouabi (UMNG) a organisé, le 4 août, à Brazzaville une cérémonie académique de reconnaissance en l'honneur des enseignants-chercheurs promus aux 46^e, 47^e et 48^e sessions des Comités consultatifs interafricains du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames), ainsi que des lauréats du 22^e concours d'agrégation de médecine et des sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion.

La cérémonie placée sur le signe de la valorisation du mérite et de l'excellence s'est tenue en présence du ministre de l'Enseignement supérieur, des autorités universitaires, des corps enseignants et de nombreuses personnalités du monde académique. Elle a connu la distinction de plusieurs enseignants chercheurs au grade de professeur titulaire, de maîtres de conférence et de maîtres-assistants.

Selon le directeur de la recherche scientifique, Gaston Ekouya, qui a présenté la synthèse des résultats, l'université Marien-Ngouabi a enregistré des performances notables sur les trois dernières sessions du Cames. Pour la 46^e session tenue en 2024, sur 69 dossiers présentés, 52 ont été inscrits, soit un taux de réussite global de 75,36 %. « Les disciplines comme la médecine, les sciences naturelles et agronomiques et les STAPS ont particulièrement brillé », a-t-il noté. Lors de la 47^e session de 2025, 77 dossiers ont été soumis pour 63 inscriptions, portant le taux de réussite à 81,8 %. Les lettres et sciences humaines ont affiché un taux de 90 %, suivies des sciences naturelles avec 87,5 %. Enfin, pour la 48^e session organisée cette année, 35 candi-



dates ont été présentés, dont 30 ont été inscrits, soit un taux de 85,71 %. Les professeurs titulaires et les maîtres-assistants ont enregistré un taux de 100 %.

Concernant les concours d'agrégation, 17 candidats ont été présentés en 2024 pour le concours de médecine à Conakry, 16 ont été inscrits. En 2025 à Dakar, pour le concours des sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion, un seul candidat sur sept a été inscrit, soit un taux de 14,28 %,

« ce qui appelle à une réflexion pour améliorer ces résultats », a déclaré le directeur de la Recherche scientifique.

Ainsi, sur l'ensemble des promus, 16 enseignants-chercheurs ont été élevés au grade de professeur titulaire, 79 au grade de maître de conférence, et 50 enseignants-chercheurs en qualité de maître-assistant.

Dans son allocution, le président de l'université Marien-Ngouabi, le Pr Parisse Akouango, a salué le

Tous les promus et lauréats/Adiac travail acharné des promus tout en invitant la communauté universitaire à plus de discipline et de rigueur dans la préparation des dossiers. Il a relevé plusieurs difficultés récurrentes, notamment la non-maîtrise du guide du Cames, la précipitation dans l'élaboration des dossiers, l'inadaptation aux outils numériques, ou encore le non-respect des prescriptions administratives. « La précipitation ne paie pas. Il faut un travail de préparation minutieuse et des

consultations régulières auprès des maîtres », a-t-il insisté, avant de rassurer les candidats ajournés. « Il s'agit d'un rebond, non d'un échec », a-t-il rappelé.

Le président de l'UMNG a également exhorté les enseignants-chercheurs à s'engager davantage dans la recherche, l'innovation et les échanges internationaux, en phase avec la vision du président de la République qui fait du capital humain une priorité du projet de société. Il a invité les lauréats à rester ambitieux et à mettre leurs compétences au service du Congo et de l'Afrique. « L'université est le temple du savoir. Elle donne au pays chaque année des élites. Soyons professeurs, maîtres-assistants, non-enseignants qui s'accrochent au changement du monde », a conclu le Pr Parisse Akouango.

La ministre de l'Enseignement supérieur, Edith Delphine Emmanuel, quant à elle, s'est félicitée de ces résultats qui témoignent de la vitalité du corps enseignant de l'UMNG qui réaffirme son engagement à former des cadres de qualité, au service du développement national et de la coopération universitaire internationale.

Jean Pascal Mongo-Slyhm

PROJET PSIPJ

Des formateurs en apprentissage

Le Projet de Protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ) a initié depuis le 3 juillet à Brazzaville une série de formations destinées à renforcer les compétences des acteurs impliqués dans l'accompagnement des jeunes vers l'emploi et l'entrepreneuriat. Ces sessions, qui se déroulent simultanément dans la capitale et à Pointe-Noire, s'inscrivent dans la phase opérationnelle du projet visant à outiller 40 000 jeunes à travers les pays.

Selon la coordinatrice du programme national des filières sociales et coordonnatrice adjointe du projet PSIPJ, Oko Mavoungou Corelli Nick-Stella, la formation cible spécifiquement les agents de l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises. Ces derniers auront pour mission de superviser les coaches sur le terrain. « Une fois

que les jeunes seront à la fin de leur formation, on va les accompagner pour l'élaboration des plans d'affaires. Le jeune, quand il arrive, il a une idée-projet. Mais après cette idée, il faut la mûrir avec des échanges et un accompagnement vraiment solide pour que l'idée-projet devienne un projet qui voie le jour », a-t-elle expliqué.

Cette formation des superviseurs, d'une durée de cinq jours, est l'aboutissement d'un long processus de préparation. Le directeur du groupe Performance Afrique, Ibrahima Diallo, en consortium avec le cabinet béninois SESAM, a détaillé les étapes franchies : « Nous avons développé des outils en rapport avec les compétences de vie, le micro entrepreneuriat et la ges-

tion des risques climatiques. Ces outils étant développés, nous avons formé 160 formateurs qui doivent accompagner les 40 000 jeunes dans les quatre zones d'intervention du projet, à savoir Brazzaville, Pointe-Noire, Ouesso et Dolisie », a-t-il indiqué. Parallèlement à cette formation des superviseurs, une autre session, dédiée aux coaches, avait débuté depuis le 30 juillet. Celle-ci vise à renforcer leurs compétences techniques dans des domaines spécifiques, comme la transformation agroalimentaire et la production animale. L'objectif est de leur permettre d'accompagner efficacement les jeunes dans des filières porteuses. Pour les participants à la formation technique en transformation agroalimentaire, l'importance de cette initiative est d'accompagner les jeunes bénéficiaires dans la réalisation de leurs projets, dont certains vont se former dans l'agroalimentaire. « D'où l'instauration de cette formation pour nous munir davantage de compétences techniques », a souligné

une participante. Elle a souligné que cette formation constituait une valeur ajoutée, tant pour les bénéficiaires que pour les coaches eux-mêmes.

Ce processus de formation assure que chaque maillon de la chaîne d'accompagnement soit compétent. Comme l'a souligné le directeur du groupe Performance Afrique, le rôle des coaches est d'accompagner les jeunes à finaliser leur plan d'affaires et à créer leur activité génératrice de revenus. Les superviseurs, quant à eux, veilleront à la qualité de cet accompagnement.

À l'issue de ces formations, les jeunes bénéficiaires pourront prétendre à un appui financier pour concrétiser leurs projets, dans le respect des normes environnementales et sociales. Les activités éligibles couvrent un large spectre, allant de l'agriculture à la coiffure, en passant par la soudure et les petits commerces. La prochaine étape consistera en l'accompagnement à l'élaboration des plans d'affaires, avant le financement des projets retenus.

J.P.M.S.



Les formateurs en formation/Adiac

GFAC 2026

Denis Sassou N’Guesso lance la deuxième édition de la Grande foire agricole

Le président de la République, Denis Sassou N’Guesso, a procédé le 5 juillet, au Parc des expositions de Bambou-Mingali, dans le district d’Ignié (département du Djoué-Léfini), à l’ouverture officielle de la deuxième édition de la Grande foire agricole du Congo (GFAC), organisée sur le thème « Nourrir la nation et honorer la patrie ».

Placée sous le signe de la souveraineté alimentaire et de la diversification de l’économie, la manifestation réunira durant seize jours plus de 650 exposants, répartis dans seize pavillons et cinq pôles thématiques, représentant les quinze départements du Congo ainsi que plusieurs délégations étrangères, notamment du Mali, de la République centrafricaine et de la Chine.

Dans son mot de bienvenue, le préfet du département du Djoué-Léfini, Léonidas Karel Mottom Mamoni, a salué la présence renouvelée du chef de l’État, estimant que celle-ci traduit la volonté des pouvoirs publics de faire de ce jeune département un territoire de production, de transformation et de création de richesses. Il a rappelé que la tenue, pour la deuxième fois consécutive, de la Grande foire agricole à Bambou-Mingali consacre l’ancrage d’un rendez-vous appelé à devenir une tradition nationale.

Le préfet a également plaidé pour l’élaboration d’un plan d’aménagement et de développement du département afin d’accompagner son essor économique et d’organiser durablement les investissements publics et privés. Selon lui, « le premier engrais du sol, c’est la paix », soulignant que la stabilité constitue le fondement indispensable de toute politique de



Le président de la République, Denis Sassou N’Guesso, visitant un stand /DR

développement agricole. Prenant ensuite la parole, le ministre de l’Agriculture et de l’Élevage, Paul Valentin Ngobo, a inscrit cette deuxième édition dans la dynamique des célébrations du mois d’août, consacré à l’indépendance nationale. Il a rappelé que l’indépendance ne se limite pas à un héritage historique, mais implique également la capacité d’un peuple à produire, transformer et valoriser ses propres ressources. Le ministre a salué l’engagement constant du président de la République en faveur du développement

agricole, considérant que sa présence à Bambou-Mingali constitue un message fort en faveur de la sécurité alimentaire et de la production nationale. Il a également rendu hommage aux centaines de jeunes Congolais ayant contribué à la construction du parc des expositions, désormais présenté comme la « maison commune » de l’agriculture congolaise. Parmi les principales innovations de cette édition figurent l’organisation d’une compétition fraternelle entre les quinze départements afin de mettre en valeur les meilleures

productions agricoles, la création d’espaces dédiés aux produits des terroirs, le renforcement des rencontres professionnelles ainsi que le lancement de l’Académie de l’entrepreneuriat agricole destinée à accompagner les jeunes porteurs de projets. Cette dernière s’adresse aux jeunes entrepreneurs de 18 à 40 ans dans le cadre du Projet agriculture jeunesse et entrepreneuriat. Pendant toute la durée de la foire, chaque département disposera d’une journée de promotion afin de présenter ses productions, son savoir-faire

et ses potentialités. L’objectif est de stimuler une saine émulation entre les territoires tout en favorisant les échanges entre producteurs, transformateurs, investisseurs, chercheurs et partenaires techniques. Les organisateurs ont également prévu un important dispositif logistique afin de faciliter l’accès du public au site de Bambou-Mingali, situé à une soixantaine de kilomètres de Brazzaville. Des navettes quotidiennes assurées par la société Océan du Nord relieront la capitale au parc des expositions pendant toute la durée de la manifestation.

Au terme des allocutions, le président de la République a effectué la visite des différents pavillons où sont exposés des milliers de produits agricoles, halieutiques, forestiers, pastoraux et agroalimentaires illustrant la diversité des terroirs congolais et les progrès accomplis dans la valorisation des chaînes de valeur nationales. À travers cette deuxième édition, la Grande Foire agricole du Congo confirme son ambition de devenir le principal rendez-vous national consacré à la promotion de la production locale, à la modernisation des filières agricoles et à la mobilisation des investissements au service de la souveraineté alimentaire et de la diversification de l’économie congolaise.

Emmanuel Mbengué

ATELIER 5

ESPACE BEAUTÉ

Parce que vous méritez notre expertise

FORFAITS DÉCOUVERTE

Offre exclusive · Réservée aux nouvelles clientes · 1 utilisation par cliente

DÉCOUVERTE

«MON PREMIER ÉCLAT»

Hamam – 1 heure

Soin visage flash éclat – 1 heure

Pose vernis normal

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

DÉCOUVERTE

«BEAUTÉ INITIATION»

Shampooing traitant + Brushing

Massage relaxant – 1 heure

Épilation sourcils

Bon de réduction -20% sur l'achat de produits

50 000 FCFA

35 000 FCFA

ÉCONOMIE : 15 000 FCFA • -30%

NOS FORFAITS BIEN-ÊTRE

Consultez votre conseillère pour composer votre séjour idéal

Éclat Total

99 000 FCFA

Pause Bien-Être

59 000 FCFA

Beauté du Quotidien

55 000 FCFA

Reine d'un Jour

95 000 FCFA

Harmonie Couple

100 000 FCFA

Corps Sublimé

60 000 FCFA

Épilation Complète

45 000 FCFA

Abonnement Mensuel

49 000 FCFA/mois

Hamam · Gommage en grain · Massage relaxant · Soin visage unifiant · Manucure + Pédicure · Pose vernis permanent

Journée complète – économie de 36 000 FCFA

Hamam (1h) · Massage relaxant (1h) · Soin visage flash éclat (1h) · Pose vernis normal

Demi-journée – économie de 21 000 FCFA

Soins complets cheveux · Brushing · Manucure (45 min) · Pédicure (1h) · Épilation sourcils + lèvre

3 heures environ – économie de 20 000 FCFA

Soins cheveux · Tissage avec frontale · Soin visage unifiant · Maquillage de cérémonie · Manucure + Pédicure · Épilation sourcils

Événements & cérémonies – économie de 35 000 FCFA

Hamam (1h) · Massage relaxant · Manucure + Pédicure · Soin visage unifiant – pour 2 personnes

Forfait existant Atelier 5

Hamam (1h) · Gommage en grain (45 min) · Soins drainants jambes (45 min) · Massage de pieds (30 min)

Détox corps – économie de 20 000 FCFA

Aisselles · Jambes complètes · Bikini intégral · Sourcils · Lèvre supérieure

Toutes zones en 1 séance – économie de 15 000 FCFA

Shampooing + Brushing · Manucure · Pose vernis permanent · Soin visage (au choix) – engagement 3 mois

Valeur mensuelle 70 000 FCFA – économie de 21 000 FCFA/mois

CONDITIONS & INFORMATIONS

Les forfaits Découverte sont réservés aux nouvelles clientes, non cumulables, sur rendez-vous uniquement.

-Un bon de réduction de -20% est offert sur l'achat de produits à l'issue de tout forfait Découverte.

-Les forfaits sont disponibles sur rendez-vous. Annulation gratuite jusqu'à 24h avant la séance.

-L'Abonnement Mensuel est soumis à un engagement minimum de 3 mois.

-Tous les prix sont exprimés en FCFA et incluent les prestations mentionnées.

ATELIER 5 – SALON DE BEAUTÉ

Av. Amilcar Cabral, 1^{er} étage, Tours Jumelles · Face Radisson Blu Hôtel · Centre-ville, Brazzaville

Tél : 06 989 89 93 / 05 070 49 49 · Email : 242atelier5@gmail.com

@atelier5_242 | @atelier5 | @instituteatelier5

GFAC

Offrir à la nation des produits alimentaires de qualité

Comme la première édition de la Grande foire agricole du Congo (Gfac), celle-ci se tient sur deux semaines, du 5 au 20 août.

Sur un site de dix hectares bien aménagé, des centaines d'opérateurs agricoles venus de tous les quinze départements du Congo présentent, proposent et y vendent des produits agricoles de leurs terroirs aux meilleurs prix. Dans les seize pavillons précieusement construits, chaque producteur agricole propose aux consommateurs divers produits vivriers et agroalimentaires. On y trouve de tout, entre autres, des légumes, des fruits, du poisson de tout genre, de la viande bovine, porcine et de brousse et autres produits agroalimentaires. Sur ce site, il est construit aussi des chambres froides et entrepôts de grande capacité, prévus pour conserver les produits dans des conditions optimales.

Au-delà de l'exposition-vente, la grande foire agricole du Congo se veut un espace de rencontre, d'échange d'expériences et de technique entre les producteurs agricoles, les transformateurs, les consommateurs et partenaires technique et financier.

Dans son allocution, le ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, le Pr Paul Valentin Ngobo, saluant la tenue de cette deuxième édition de GFAC, a rappelé à l'assistance l'enjeu et la portée nationale de cette initiative qui, selon lui, contribue à la diversification de l'économie. « La GFAC est un rassemblement de quinze départements et territoires, de quinze identités pour une seule action. Quand l'agriculture ras-



Une exposition-vente de boeufs/Adiac

semble, c'est le peuple qui gagne et ici à la Grande foire agricole de Bambou-Mingali, c'est le Congo qui se vend et qui s'achète », a-t-il souligné. Conformément au thème de cette édition, le ministre de l'Agriculture a voulu faire savoir qu'à tra-

vers la GFAC, l'ambition du gouvernement est de promouvoir la production alimentaire et les potentialités du Congo dans ce domaine, afin d'en faire un véritable levier économique au profit des producteurs agricoles. Pour cette édition, la

GFAC a ouvert un espace de jeux et de récréation pour égayer les enfants pendant cette période. Et pour s'en convaincre, le président de la République a visité l'ensemble des stands et pavillons qui y sont installés.

Firmin Oyé

Des produits locaux dans les stands, des surgelés dans les assiettes

À quelques mètres des pavillons où les producteurs congolais exposent fièrement leurs récoltes à la Grande foire agricole du Congo (GFAC), un paradoxe interpelle : une grande partie des restaurants présents sur le site proposent des menus essentiellement composés de produits surgelés ou importés.

Ailes et cuisses de poulet congelées, poissons surgelés ou autres produits venus d'ailleurs figurent parmi les plats les plus servis. Une réalité qui contraste avec l'abondance des produits frais exposés dans les différents pavillons : légumes, tubercules, fruits, poissons d'eau douce, volailles locales et produits transformés par les agriculteurs et les éleveurs congolais. Cette situation soulève une question de cohérence. Une foire agricole n'a-t-elle pas vocation à promouvoir, jusque dans les assiettes, les productions nationales qu'elle met en avant dans les stands? Pour de nombreux visiteurs, l'expérience gastronomique devrait être le prolongement naturel de la visite des pavillons, offrant l'occasion de découvrir les saveurs locales à travers des menus conçus à partir des produits du terroir. Au-delà de l'aspect commercial, la restauration constitue un puissant levier de valorisation de l'agriculture. En privilégiant les produits locaux,



Une offre variée de produits frais issus des exploitations agricoles congolaises./Adiac

les restaurants créeraient un débouché supplémentaire pour les producteurs, renforceraient les circuits courts et démontreraient qu'il est possible de transformer les récoltes congolaises en une offre culinaire attractive. À l'inverse, le recours massif aux

produits surgelés laisse planer une impression de déconnexion entre le discours porté par la foire et certaines pratiques observées sur le terrain. Le visiteur est invité à acheter congolais dans les stands, mais retrouve dans son assiette des produits

qui auraient pu être servis dans n'importe quel autre événement. Les restaurateurs auront sans doute leurs arguments : disponibilité des produits, régularité de l'approvisionnement, coûts, contraintes de conservation ou capacité à servir un grand

nombre de clients. Ces éléments méritent d'être entendus. Ils n'enlèvent cependant rien à la question centrale : la restauration d'une foire agricole ne devrait-elle pas être pensée comme une vitrine de la gastronomie locale autant que de la production nationale? La GFAC ambitionne de promouvoir la souveraineté alimentaire et de valoriser le potentiel agricole du Congo. Cette ambition pourrait aussi s'exprimer dans les menus proposés aux visiteurs. Pourquoi ne pas encourager voire exiger que chaque restaurant consacre une part significative de sa carte à des plats élaborés à partir de produits congolais? Une telle orientation ferait de la restauration un maillon à part entière de la chaîne de valeur agricole. La question est ouverte. Au-delà des stands d'exposition, c'est aussi dans les assiettes que se mesure la place réellement accordée au « Made in Congo ».

Durly Emilia Gankama



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°057 /HISWACA /26

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL STATISTICIEN, SPECIALISTE EN ECONOMETRIE POUR ASSURER LA FORMATION AU CENTRE NATIONAL DE FORMATION EN STATISTIQUE, DEMOGRAPHIE ET PLANIFICATION (CNFSDP)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du « Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un consultant individuel statisticien, spécialiste en économétrie pour assurer la formation au centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP) ».

2. Le statisticien spécialiste en économétrie aura pour missions principales :

- Assurer les enseignements théoriques et pratiques en économétrie, statistique mathématique et inférence statistique ;
- Former les étudiants aux méthodes économétriques modernes et à leur application aux données économiques ;
- Élaborer les programmes pédagogiques et supports de cours en économétrie ;
- Encadrer les travaux dirigés, travaux pratiques et projets d'étudiants ;
- Diriger et co-diriger les mémoires de fin d'études dans le domaine de l'économétrie appliquée ;
- Mener des activités de recherche appliquée

en économétrie et modélisation statistique ;

- Participer aux instances pédagogiques et académiques du Centre.

3. Profil Requis

3.1 Formation et Diplômes

- Doctorat (PhD) en Econométrie, Statistique, Mathématiques Appliquées ou domaine connexe (fortement souhaité) ;
- Ou Master (Bac+5) en Econométrie / Statistique avec expérience d'enseignement supérieur d'au moins 3 ans.

3.2 Expérience Professionnelle

- Minimum 2 ans d'expérience dans l'enseignement supérieur en économétrie ou statistique (requis) ;
- Expérience dans la recherche avec publications en économétrie (atout) ;
- Expérience en expertise économétrique ou consultance statistique (atout).

3.3 Compétences Techniques

- Maîtrise avancée de l'économétrie théorique et appliquée ;
- Excellente maîtrise de STATA (obligatoire) ;
- Maîtrise de R pour l'économétrie (obligatoire) ;
- Connaissance de Python (pandas, statsmodels, scikit-learn) serait un plus ;
- Connaissance de EViews, SAS, MATLAB (atout) ;
- Maîtrise des méthodes d'estimation et de diagnostic économétrique ;

- Connaissance des techniques d'évaluation d'impact quantitatives.

3.4 Compétences Pédagogiques

- Capacité à concevoir et structurer des enseignements en économétrie ;
- Aptitude à expliquer des concepts économétriques complexes de manière accessible ;
- Maîtrise des méthodes pédagogiques actives (cas pratiques, projets) ;
- Expérience dans l'usage des TIC pour l'enseignement serait un plus.

4. Composition du dossier

Le dossier de candidature doit comprendre :

- une lettre de motivation ;
- un curriculum vitae daté et signé ;
- les copies des diplômes.

5. L'Unité de gestion du projet HISWACA invite les consultants individuels à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants individuels intéressés doivent fournir les informations sur leur qualifications et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations.

6. La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque mondiale (version de juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018, septembre

2023 et septembre 2025).

7. Les consultants peuvent obtenir les termes de références de la mission par courriel à l'adresse : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

8. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou envoyées par courriel au plus tard le mardi 18 août 2026 (à minuit, heure locale) et porter clairement la mention « recrutement d'un consultant statisticien, spécialiste en économétrie pour assurer la formation au centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP) ».

9. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est : projet HISWACA, Centre d'Affaires des Tours Jumelles de Mpila, 12ième étage, Porte 1204 ;
Tél : (+242) 06 157 01 01, E-mail : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville, le 04 août 2026

Le Coordonnateur

Patrick Valery ALAKOUA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°055 /HISWACA /26

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL ÉCONOMISTE, SPECIALISTE EN MICRO/MACROECONOMIE POUR ASSURER LA FORMATION AU CENTRE NATIONAL DE FORMATION EN STATISTIQUE, DEMOGRAPHIE ET PLANIFICATION (CNFSDP)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du « Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un consultant individuel économiste, spécialiste en micro / macroéconomie pour assurer la formation au centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP) ».

2. Le consultant économiste, spécialiste en micro / macroéconomie aura pour missions principales :

- Assurer les enseignements en microéconomie, macroéconomie et analyse économique ;
- Contribuer au développement de la filière ASEF (Analyse des Statistiques Économiques et Financières) ;
- Former les étudiants à l'analyse économique quantitative ;
- Encadrer les projets et mémoires en analyse économique ;
- Mener des recherches en économie appliquée ;
- Fournir une expertise économique auprès des institutions nationales.

3. Profil Requis

3.1 Formation et Diplômes

- Doctorat (PhD) en Sciences Économiques (fortement souhaité) ;
- Ou Master en Économie avec minimum 3 ans d'expérience d'enseignement ;
- Qualification CAMES souhaitable ;
- Formation complémentaire en méthodes quantitatives serait un atout.

3.2 Expérience Professionnelle

- Minimum 2 ans d'enseignement supérieur en économie (requis) ;
- Expérience en analyse économique appliquée ;
- Expérience de recherche en économie (publications, communications) ;
- Expérience en expertise économique serait un atout.

3.3 Compétences Techniques

- Solide formation théorique en microéconomie et macroéconomie ;
- Maîtrise de l'analyse économique quantitative.
- Bonne maîtrise d'Excel pour l'analyse économique.
- Connaissance de STATA et/ou R (atout).
- Connaissance de la comptabilité nationale (SCN 2008, ERETES).
- Compréhension des enjeux économiques du Congo et de l'Afrique Centrale.

3.4 Compétences Pédagogiques

- Capacité à enseigner des concepts économiques complexes de manière accessible ;
- Aptitude à lier théorie économique et réalités empiriques ;
- Maîtrise des études de cas et applications pratiques.

4. Composition du dossier

Le dossier de candidature doit comprendre :

- une lettre de motivation ;
- un curriculum vitae daté et signé ;
- les copies des diplômes.

5. L'Unité de gestion du projet HISWACA invite les consultants individuels à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants individuels intéressés doivent fournir les informations sur leur qualifications et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations.

6. La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque mondiale (version de juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018, septembre 2023 et septembre 2025).

termes de références de la mission par courriel à l'adresse : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

8. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou envoyées par courriel au plus tard le mardi 18 août 2026 (à minuit, heure locale) et porter clairement la mention « recrutement d'un consultant statisticien, spécialiste en économétrie pour assurer la formation au centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP) ».

9. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est : projet HISWACA, Centre d'Affaires des Tours Jumelles de Mpila, 12ième étage, Porte 1204 ;
Tél : (+242) 06 157 01 01, E-mail : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville, le 04 août 2026

Le Coordonnateur

Patrick Valery ALAKOUA

7. Les consultants peuvent obtenir les

DIASPORA

Rencontre des Congolais de l'étranger à Brazzaville

À la suite des retrouvailles placées sous le signe de « l'écoute mutuelle », organisées le 1er juillet dernier à Paris entre le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'Étranger, Constant-Serge Bounda, et ses compatriotes établis à l'étranger, une délégation d'une vingtaine de Congolais de la diaspora prendra part aux Rencontres de la diaspora congolaise à Brazzaville, du 8 au 16 août, sur le thème « La République du Congo, terre d'opportunités pour tous ! »

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de société du Président de la République, Chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, intitulé « L'accélération de la marche vers le développement ». Elle traduit la volonté des pouvoirs publics de renforcer les liens entre l'État et les Congolais établis à l'étranger, tout en poursuivant les efforts de diversification de l'économie nationale et de modernisation de l'action publique. Considérée comme un partenaire stratégique du développement national, la diaspora congolaise constitue un vivier de compétences, d'expériences internationales, de réseaux et de capacités d'investissement susceptibles d'accompagner les ambitions de la République du Congo.

Les membres de la délégation ont été sélectionnés en fonction de leur expertise, de leur parcours professionnel et de leur capacité à contribuer au développement du



Séquence d'échanges du 1^{er} juillet à Paris entre le ministre Constant-Serge Bounda et ses compatriotes/DR

pays. Ils représentent une diversité de secteurs stratégiques, notamment la santé, le numérique et l'intelligence artificielle, l'entrepreneuriat, l'investissement, l'agriculture, la culture ainsi que la

gouvernance locale. Au cours de leur séjour en République du Congo, les participants découvriront les opportunités économiques et institutionnelles à travers des visites de sites straté-

giques et des rencontres avec les représentants des pouvoirs publics, des institutions nationales et du secteur privé. Ces échanges permettront d'identifier des projets concrets de coopéra-

tion, d'investissement et de transfert de compétences. Cette initiative vise également à instaurer un cadre de dialogue durable entre l'État et la diaspora, afin de favoriser une participation plus active des Congolais de l'étranger au développement économique, social et culturel de leur pays d'origine. Son objectif est de mettre en valeur les opportunités offertes par la République du Congo et de renforcer la contribution de la diaspora à la transformation du pays. Les Rencontres de la Diaspora congolaise ont vocation à devenir un rendez-vous institutionnel annuel. Elles constitueront un cadre permanent de dialogue, de concertation et d'action, destiné à accompagner les priorités nationales de développement et à faire de la diaspora un partenaire privilégié de la transformation économique, sociale et culturelle de la République du Congo.

Marie Alfred Ngoma



ENERGIE ELECTRIQUE DU CONGO AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES

Objet : Acquisition des équipements téléphoniques dans les cités d'exploitation d'IMBOULOU et de LI-OUESSO

Réf. : F-AON-DPT011-E²C-CGMP-26

1. La société Energie Electrique du Congo sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour fournir des équipements téléphoniques dans les cités d'exploitation d'IMBOULOU et de LI-OUESSO. Ces fournitures sont à livrer au magasin central de la société Energie Electrique du Congo (E C) SAU dans un délai de quatre (4) mois maximum
2. Les candidats intéressés peuvent consulter le dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après :
Boulevard Denis Sassou Nguesso, centre-ville en face de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) de 09h à 14h
Tél : (+242) 06 757 92 41 / 05 661 66 62
E-mail : contact.cgmpe2c@gmail.com
3. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement en espèces non remboursable de la somme de cent mille (100.000) FCFA.
4. Les offres devront être déposées à l'adresse ci-dessus au plus tard le lundi 07 septembre à 12 heures précises. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après :
Direction Générale, Salle des archives des archives ; le même jour à 13 heures précise.
5. Les offres doivent être valides pendant une période de cent vingt jours (120) suivant la date limite de dépôt des offres.

Fait à Brazzaville, le

La Personne Responsable des Marchés Publics,
Dieudonné OPELET OMEMA



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°056 /HISWACA /26
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL STATISTICIEN, SPECIALISTE EN PLANIFICATION OU PLANIFICATEUR POUR ASSURER LA FORMATION AU CENTRE NATIONAL DE FORMATION EN STATISTIQUE, DEMOGRAPHIE ET PLANIFICATION (CNFSDP)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du « Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un consultant individuel statisticien en planification ou planificateur pour assurer la formation au centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP) ».

2. Le consultant statisticien spécialiste en planification aura pour missions principales :

- Assurer les enseignements en planification, méthodes quantitatives de planification et statistiques de développement ;
- Former les étudiants de la filière PSGP (Planification Stratégique et Gestion de Projets) ;
- Développer l'expertise du CNFSDP en planification ;
- Encadrer les recherches en planification quantitative et évaluation de politiques
- Contribuer à l'expertise statistique auprès des structures de planification nationales.

3. Profil Requis

3.1 Formation et Diplômes

- Doctorat en Statistique, Planification, Économie Quantitative, ou domaine connexe (fortement souhaité) ;
- Ou Master en Statistique / Planification avec minimum 3 ans d'expérience ;
- Formation complémentaire en planification du développement appréciée.

3.2 Expérience Professionnelle

- Minimum 2 ans d'enseignement en statistique ou planification ;
- Expérience en analyse de données d'enquêtes et de recensements ;
- Expérience en S&E statistique de projets / programmes ;
- Expérience avec les structures de planification nationale.

3.3 Compétences Techniques

- Maîtrise de la planification stratégique et de la gestion axée sur les résultats ;
- Maîtrise des méthodes statistiques pour la planification ;
- Excellente maîtrise de STATA et R (requis) ;
- Maîtrise d'Excel pour les tableaux de bord et indicateurs ;
- Connaissance des logiciels de S&E (DHIS2, DevInfo, CSPro) ;

- Compétences en SIG (QGIS, ArcGIS) pour planification territoriale ;
- Connaissance des bases de données et SQL ;
- Connaissance du cadre des ODD et des systèmes statistiques nationaux ;
- Connaissance du budget-programme (atout) .

4. Composition du dossier

Le dossier de candidature doit comprendre :

- une lettre de motivation ;
- un curriculum vitae daté et signé ;
- les copies des diplômes.

5. L'Unité de gestion du projet HISWACA invite les consultants individuels à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants individuels intéressés doivent fournir les informations sur leur qualifications et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations.

6. La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque mondiale (version de juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018, septembre 2023 et septembre 2025).

7. Les consultants peuvent obtenir les termes de références de la mission par courriel à l'adresse : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

8. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou envoyées par courriel au plus tard le mardi 18 août 2026 (à minuit, heure locale) et porter clairement la mention « recrutement d'un consultant statisticien , spécialiste en économétrie pour assurer la formation au centre national de formation en statistique, démographie et planification (CNFSDP) ».

9. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est : projet HISWACA, Centre d'Affaires des Tours Jumelles de Mpila, 12ième étage, Porte 1204 ;
Tél : (+242) 06 157 01 01, E-mail : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville, le 04 août 2026
Le Coordonnateur
Patrick Valery ALAKOUA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°079 /HISWACA /26 POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL CHARGÉ D'APPUYER LA MISE À JOUR DE LA NOMENCLATURE CONGOLAISE DES ACTIVITÉS (NOCOA) ET DE LA NOMENCLATURE CONGOLAISE DES PRODUITS (NOCOP)

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour la mise en œuvre des activités du « Projet d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques en Afrique de l'Ouest et du Centre (HISWACA) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un consultant individuel chargé d'appuyer la mise à jour de la nomenclature congolaise des activités (NOCOA) et de la nomenclature congolaise des produits (NOCOP) ».

2. L'objectif général de la mission est d'appuyer l'Institut National de la Statistique (INS) dans la mise à jour de la NOCOA et de la NOCOP conformément aux recommandations internationales de la CITI Rév. 5 et de la CPC 3.0, tout en intégrant les spécificités structurelles de l'économie congolaise. Plus spécifiquement, il s'agira de :

- Analyser les versions actuellement en vigueur de la NOCOA et de la NOCOP ;
- Examiner les innovations introduites par la CITI Rév. 5 et la CPC 3.0 ;
- Identifier les adaptations nécessaires au contexte économique national ;
- Accompagner les groupes techniques de travail dans la révision des nomenclatures ;
- Élaborer les projets de nomenclatures actualisées ;
- Contribuer à la production des tables de correspondance entre anciennes et nouvelles nomenclatures ;
- Élaborer les notes explicatives nationales ;
- Contribuer à la préparation du projet de décret instituant l'usage obligatoire des nomenclatures nationales ;
- Renforcer les capacités techniques des cadres de l'INS ;
- Appuyer l'organisation et l'animation des ateliers techniques et de validation ;
- Finaliser les versions actualisées de la NOCOA et de la NOCOP.
- etc.

3. L'Unité de gestion du projet HISWACA invite les consultants individuels à

manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants individuels intéressés doivent fournir les informations sur leur qualifications et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (curriculum-vitae daté et signé, copies des diplômes et des justificatifs de références en prestations similaires réalisées, etc.)

4. La sélection du consultant se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque mondiale (version de juillet 2016, révisée en novembre 2017, août 2018, septembre 2023 et septembre 2025).

5. Les consultants peuvent obtenir les termes de références de la mission par courriel à l'adresse : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

6. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou envoyées par courriel au plus tard le mardi 18 août 2026 (à minuit, heure locale) et porter clairement la mention « Recrutement d'un consultant individuel chargé d'appuyer la mise à jour de la nomenclature congolaise des activités (NOCOA) et de la nomenclature congolaise des produits (NOCOP) ».

7. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est : projet HISWACA, Centre d'Affaires des Tours Jumelles de Mpila, 12ième étage, Porte 1204 ;
Tél : (+242) 06 157 01 01, E-mail : recrutementhiswaca@gmail.com / ugp@hiswaca-congo.org

Fait à Brazzaville, le 04 août 2026
Le Coordonnateur
Patrick Valery ALAKOUA

72° ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DU COMMANDANT HUGO CHÁVEZ

L'ambassade du Venezuela au Congo célèbre l'événement

La célébration du soixante-douzième anniversaire de la naissance du commandant Hugo Rafael Chávez Frías par l'ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela en République du Congo a eu lieu le 1er août dernier, à Texaco-Moukondo, un quartier populaire de Ouenzé, le cinquième arrondissement de Brazzaville. La cérémonie a été marquée par la projection d'un film documentaire intitulé «Hugo Chávez : itinéraire d'un révolutionnaire (première partie)».

L'ambassadrice du Venezuela au Congo, Laura Evangelia Suárez, a exprimé son désir de rencontrer la communauté de Moukondo pour partager et célébrer avec elle l'espoir d'un progrès constant, à l'image des enseignements du commandant Hugo Rafael Chávez Frías. En compagnie du personnel de l'ambassade et de quatre clubs d'espagnol, ils se sont déportés dans ce quartier populaire pour faire découvrir à ses habitants la vie et l'oeuvre de ce commandant.

Avant la projection du film documentaire et l'échange avec le public, la diplomate a expliqué les différents aspects de la vie et l'oeuvre du commandant Hugo Rafael Chávez Frías. Elle a souligné comment son arrivée a représenté un rapprochement historique et nécessaire avec l'Afrique, permettant ainsi au Venezuela d'étendre sa présence diplomatique sur ce continent et de renouer avec les racines historiques d'une grande partie de sa population. «Le commandant Hugo Rafael Chávez Frías a tout fait pour que le Venezuela ait une ambassade en République du Congo. L'Afrique a cinquante-quatre États, mais le Venezuela n'avait que huit ambassades sur le continent africain. Le commandant Hugo Rafael Chávez Frías a tout fait pour que nous ayons dix-huit ambassades en Afrique. Aujourd'hui nous sommes à vingt ambassades et avons beaucoup projets parmi lesquels, celui de l'apprentissage de la langue espagnole aux jeunes congo-

lais. Certains apprenants sont même ici avec nous et parlent très bien espagnol, et pourtant ils n'ont jamais été au Venezuela », a expliqué Laura Evangelia Suárez. «Notre ambassade n'a pas d'argent, mais nous avons l'amour que le président commandant Hugo Rafael Chávez Frías nous a inculqué. Il nous a inculqué les valeurs de l'humanité, de la solidarité, voilà pourquoi nous sommes ici pour échanger avec vous », a-t-elle poursuivi.

Au cours de cette cérémonie, les participants ont découvert également le parcours politique et militaire du commandant Hugo Rafael Chávez Frías, jusqu'à son ascension au pouvoir. « C'est Hugo Chavez qui a voulu que nous rejoignons nos racines. Pour lui, nos racines sont en Afrique. Le Venezuela c'est le mélange des couleurs: les Blancs et les Noirs. Moi je suis Vénézuélienne mais je suis Noire. Si je passe entre vous et si je ne parle pas, personne ne saura que je suis Vénézuélienne, vous direz que je suis Congolaise», a signifié l'ambassadrice du Venezuela au Congo.

Un président qui a donné de la valeur aux Noirs

Laura Evangelia Suárez a souligné que c'est le commandant Hugo Rafael Chávez Frías qui a donné de la valeur aux Noirs du Venezuela. Il a permis aux Afro-Vénézuéliens et aux plus démunis d'accéder à l'éducation, à un logement décent et à des emplois



L'ambassadrice du Venezuela s'adressant au public de Moukondo/Adiac

auparavant réservés aux plus riches, tels que des postes diplomatiques et d'autres fonctions à responsabilité. «Le commandant Hugo Rafael Chávez Frías a lutté contre la discrimination des Noirs dans son pays. Il leur a donné l'opportunité d'aller à l'école jusqu'à l'université, de bénéficier des bourses, du travail, d'occuper des fonctions importantes. Dorénavant, le Venezuela a des ministres noirs, des gouverneurs noirs, des ambassadeurs noirs. Pour preuve, je suis Noire mais je suis ambassadrice ici en République du Congo. Avant, toutes ces fonctions n'étaient réservées qu'aux Blancs. En tout cas, Hugo Chavez a beaucoup

travaillé pour le Venezuela», a-t-elle indiqué.

Pour la diplomate, avant le commandant Hugo Rafael Chávez Frías, on ne parlait pas Afrique. C'est avec lui qu'on a commencé à parler de la maman Afrique, parce que certaines de leurs racines sont dans ce continent. «Le commandant Hugo Rafael Chávez Frías a donné de la valeur à nos racines. A titre d'exemple, il n'était pas un président africain, mais il s'était rendu au sommet de l'Union africaine en Ethiopie, où il avait prononcé un discours capital. A cette époque, le président en exercice de l'Union africaine c'était Denis Sassou N'Guesso. Il avait été bien reçu et avait invité l'Afrique à l'unité», a rappelé l'am-

bassadrice.

De leur côté, les clubs espagnols et le grand public ont remercié l'ambassade pour l'organisation de cet événement remarquable et important, qui leur a permis d'apprendre davantage sur les figures révolutionnaires d'Amérique latine. Ils ont profité de cette occasion pour exiger la libération et le retour au pays du président Nicolás Maduro et de la Première dame Cilia Flores, 211 jours après leur enlèvement par les Américains. Né le 28 juillet 1954 et décédé le 5 mars 2013 à l'âge de 58 ans, le commandant Hugo Rafael Chávez Frías a présidé aux destinées du Venezuela pendant plus de 14 ans, du 2 février 1999 jusqu'à sa mort le 5 mars 2013.

Bruno Zéphirin Okokana



ENERGIE ELECTRIQUE DU CONGO
AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES

Objet : Acquisition et installation des réactances à BOUNDJI

Réf. : F-AON-DPT09-E²C-CGMP-26

- 1.La société Energie Electrique du Congo sollicite des offres sous plis fermé de la part de candidats répondant aux qualifications requises pour la Fourniture et l'installation des réactances à BOUNDJI. Ces fournitures et Services sont à livrer à au magasin de la société Energie Electrique du Congo (E C) SAU d'Owando dans un délai maximum de 14 semaines.Les candidats intéressés peuvent consulter le dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après :
- Boulevard Denis Sassou Nguesso, centre-ville en face de la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) de 09h à 14h
- Tél : (+242) 06 757 92 41/ 05 661 66 62
- E-mail : contact.cgmpe2c@gmail.com
- 2.Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement en espèces non remboursable de la somme de cent mille (100.000) FCFA.
- 3.Les offres devront être déposées à l'adresse ci-dessus après au plus tard le mardi 08 septembre à 12heures précises. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après :
- Direction Générale, Salle des archives des archives ; le même jour à 13heures précises.
- 4- Les offres devront être déposées à l'adresse ci-dessus après au plus tard le mardi 08 septembre à 12heures précises. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après :
- Direction Générale, Salle des archives des archives ; le même jour à 13heures précises.
- 5-Les offres doivent être valides pendant une période de cent vingt jours (120) suivant la date limite de dépôt des offres.

Fait à Brazzaville, le
La Personne Responsable des Marchés Publics,
Dieudonné OPELET OMEMA

INSERTION LEGALE

Maître Hérold MALONGA, Avocat à la Cour, sis 304 Boulevard Charles DEGAULLE, Immeuble TPI (ex Hydro Congo) 3ème étage, en face de l’agence Air France, Centre-ville;

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Il est porté à la connaissance du public qu’il sera procédé le samedi 04 juillet 2026 à 10 heures précises du matin, devant le Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, sis Allée de Makimba, en face du Consulat de France, Centre-Ville, Pointe-Noire à la vente aux enchères publiques d’un immeuble appartenant à Monsieur NTOUALANI MATOLA Rustin Didier ;

A la requête de la BANQUE CREDIT DU CONGO, société anonyme avec conseil d’administration, au capital de Francs CFA Dix Milliards Quatre Cent soixante-seize Millions sept cent trente mille (10.476.730.000), ayant son siège social à Brazzaville, avenue Amilcar CABRAL, B.P. : 2470, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CG-BZV-2002-B-14-00024, NIU : M2006110000051122 ; Prise en son Siège Central de Pointe-Noire, sis Avenue Emmanuel DADET, RCCM :09B749,B.P : 1312,Tél. :+(242)22.294.20.00/05.530.13.11/06.665.38.02,Fax :0033170445066/22.294.32.20, Centre-Ville, Arrondissement n° 1, Emery Patrice LUMUMBA ; Poursuites et diligences de son représentant légal, Monsieur Hicham FADILL, domicilié en cette qualité au siège social sus indiqué ;

Laquelle élit domicile au cabinet de Maître Hérold MALONGA, Avocat à la Cour, sis 304 Boulevard Charles DEGAULLE, Immeuble TPI (ex Hydro Congo) 3ème étage, en face de l’agence Air France, Centre-ville, Arrondissement n° 1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo ;

Et en exécution :

-D’un acte authentique dressé par Maître Lelia Emmanuelle Francia LOUBOTA, notaire en la résidence de Pointe-Noire ;

-Du commandement aux fins de saisie immobilière du ministère de Maître Raymond Hubert MATSONGUI, Huis-sier de justice, Commissaire-Priseur, près les Tribunaux de Pointe-Noire, B.P 493, Tel : 05 559 74 73 / 06 526 33 33, étude sise au Centre-ville, enceinte Alfred Hôtel, 1er étage, en date du 22 décembre 2025 et dûment déposé au bureau de la Conservation Foncière de Pointe-Noire Centre le 06 février 2026 et effectivement publié par la suite courant la première quinzaine de mars 2026 pour valoir saisie dans le livre foncier aux fins de paiement la somme totale de 32.373.845 FCFA en principal, intérêts et divers frais ;

IL SERA ADJUGÉ AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHÉRISSEUR :

L’immeuble ci-dessous désigné appartenant à Monsieur NTOUALANI MATOLA Rustin Didier, de nationalité congolaise, père de famille, demeurant et domicilié au quartier Ngoyo, rue non dénommée, Pointe-Noire, République du Congo, Tél : 06 499 23 45 ;

DESIGNATION

-Une propriété cadastrée Section BM, Bloc 109, parcelle n°06, d’une superficie de 407, 95 m objet du Titre foncier n° 48654 avant morcellement, et section BM, Blo 109, parcelle 06, arrondissement n° 06, Ngoyo, Pointe-Noire, République du Congo ; comprenant une maison plein pied, dallée, entièrement clôturée en matériaux durables et une annexe également matériaux durables ;

MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges dressé le 3 avril 2026 par Maître Hérold MALONGA, Avocat au Barreau de Pointe-Noire, et déposé le 15 Avril 2026 au greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, les enchères seront reçues par :

-La mise à prix de : 20.000.000 F.CFA

-Montant des enchères : 500.000 F.CFA

Fait et rédigé à Pointe-Noire, le 03 juin 2026

Par l’Avocat de la partie poursuivante,

Pour tous renseignements, s’adresser à :

1-Cabinet d’Avocats Maître Hérold MALONGA, Avocat à la Cour, sis 304 Boulevard Charles DEGAULLE, Immeuble TPI (ex Hydro Congo) 3ème étage, en face de l’agence Air France, Centre-ville, Arrondissement n° 1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo, Tel : 05.579.80.80/06.955.81.65 ;

2-Cabinet d’Huissiers de Justice Maître Raymond Hubert MATSONGUI, Huissier de justice, Commissaire-Priseur, près les Tribunaux de Pointe-Noire, B.P 493, Tel : 05 559 74 73 / 06 526 33 33, dont l’étude étude sise au Centre-ville dans l’enceinte de Alfred Hôtel, 1er étage ;

3-Greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire.

Par l’Avocat de la partie poursuivante

Maître Hérold MALONGA

Avocat à la Cour

INSERTION LEGAL

Maître Hérold MALONGA, Avocat à la Cour, sis 304 Boulevard Charles DEGAULLE, Immeuble TPI (ex Hydro Congo) 3ème étage, en face de l’agence Air France, Centre-ville ;

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Il est porté à la connaissance du public qu’il sera procédé le samedi 04 juillet 2026 à 10 heures précises du matin, devant le Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, sis Allée de Makimba, en face du Consulat de France, Centre-Ville, Pointe-Noire, République du Congo, à la vente aux enchères publiques d’un immeuble appartenant à la société MIAMBANZILA SARL ;

A la requête de la BANQUE CREDIT DU CONGO, société anonyme avec conseil d’administration, au capital de Francs CFA Dix Milliards Quatre Cent soixante-seize Millions sept cent trente mille (10.476.730.000), ayant son siège social à Brazzaville, avenue Amilcar CABRAL, B.P. : 2470, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CG-BZV-2002-B-14-00024, NIU : M2006110000051122 ; Prise en son Siège Central de Pointe-Noire, sis Avenue Emmanuel DADET, RCCM :09B749, B.P : 1312,Tél. :+(242)22.294.20.00/05.530.13.11/06.665.38.02,Fax :0033170445066/22.294.32.20, Centre-Ville, Arrondissement n° 1, Emery Patrice LUMUMBA ; Poursuites et diligences de son représentant légal, Monsieur Hicham FADILL, domicilié en cette qualité au siège social sus indiqué ;

Laquelle élit domicile au cabinet de Maître Hérold MALONGA, Avocat à la Cour, sis 304 Boulevard Charles DEGAULLE, Immeuble TPI (ex Hydro Congo) 3ème étage, en face de l’agence Air France, Centre-ville, Arrondissement n° 1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo ;

Et en exécution :

-D’un acte authentique dressé par Maître Christèle Eliane BOUANGA-GNIANGAISE, notaire en la résidence de Pointe-Noire, titulaire d’une Étude sise avenue Dadet, Immeuble MORIJA, Camp 31 Juillet, Centre-Ville Arrondissement n° 1, Emery Patrice LUMUMBA, B.P : 1431, Pointe-Noire, République du Congo ;

-Du commandement aux fins de saisie immobilière du ministère de Maître Raymond Hubert MATSONGUI, Huis-sier de justice, Commissaire-Priseur, près les Tribunaux de Pointe-Noire, B.P 493, Tel : 05 559 74 73 / 06 526 33 33, étude sise au Centre-ville, enceinte Alfred Hôtel, 1er étage, en date du 13 octobre 2025 et dûment déposé au bureau de la Conservation Foncière de Pointe-Noire Centre le 26 décembre 2025 et effectivement publié par la suite courant la première quinzaine de mars 2026 pour valoir saisie dans le livre foncier aux fins de paiement la somme totale de 148.071.503 FCFA en principal, intérêts et divers frais ;

IL SERA ADJUGÉ AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHÉRISSEUR :

L’immeuble ci-dessous désigné appartenant à la société MIAMBANZILA SARL, enregistrée au RCCM sous le n° 10-B-1288, dont le siège social est sis Boulevard Charles De GAULE, quartier OCH, Arrondissement n° 1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, BP : 1539

DESIGNATION

-Une propriété cadastrée Section L, Bloc 47, parcelle n° 11,12,13, et 14, d’une superficie de 1.732, 62 m objet du Titre foncier n° 20.136 comprenant une direction, un garage, un atelier de menuiserie et un magasin. La Direction générale est composée d’une réception, de 06 bureaux pour certains cloisonnés en contreplaqués, une toilette, un réfectoire et une salle de réunion, construites en matériaux durables, murs en agglos, avec application de peinture sur les murs et faux plafond. La couverture est en tôles ondulées, en alu, fenêtres en baies vitrées avec grille de protections, porte principale en baie vitrée, portes intérieures en isoplances, carrelage au sol, murs et faux plafond en frise, en bois vernissé. ;

MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions insérées au

cahier des charges dressé le 3 avril 2026 par Maître Hérold MALONGA, Avocat au Barreau de Pointe-Noire, et déposé le 15 Avril 2026 au greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, les enchères seront reçues par :

-La mise à prix de : 136.000.000 F.CFA

-Montant des enchères : 1.000.000 F.CFA

Fait et rédigé à Pointe-Noire, le 03 juin 2026

Par l’Avocat de la partie poursuivante,

Pour tous renseignements, s’adresser à :

1-Cabinet d’Avocats Maître Hérold MALONGA, Avocat à la Cour, sis 304 Boulevard Charles DEGAULLE, Immeuble TPI (ex Hydro Congo) 3ème étage, en face de l’agence Air France, Centre-ville, Arrondissement n° 1, Emery Patrice LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo, Tel : 05.579.80.80/06.955.81.65 ;

2-Cabinet d’Huissiers de Justice Maître Raymond Hubert MATSONGUI, Huissier de justice, Commissaire-Priseur, près les Tribunaux de Pointe-Noire, B.P 493, Tel : 05 559 74 73 / 06 526 33 33, dont l’étude étude sise au Centre-ville dans l’enceinte de Alfred Hôtel, 1er étage ;

3-Greffe du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire.

Par l’Avocat de la partie poursuivante

Maître Hérold MALONGA

Avocat à la Cour

GUINGUETTE AFRICAINE DE SURESNES

Le Panier du Kouilou propose aux visiteurs un voyage culinaire

À la Guinguette africaine de Suresnes, la gourmandise occupe une place de choix. Entre deux découvertes, autour d’un verre entre amis ou en se laissant guider par des saveurs venues d’ici et d’ailleurs, le stand Le Panier du Kouilou (PDK) invite les visiteurs à un véritable voyage culinaire. Sa cuisine congolaise met à l’honneur les spécialités du terroir et des produits authentiques, notamment issus du fumage dans le respect de la tradition, pour satisfaire aussi bien les petites faims que les plus grands appétits.

Dès leur arrivée à la Guinguette, après les retrouvailles, la découverte des stands d’artisanat ou la lecture de quelques ouvrages, les visiteurs s’accordent volontiers une pause gourmande. Parmi les espaces de restauration proposés, Le PDK accueille les amateurs de bonne cuisine avec des plats à déguster sur place, dans une ambiance conviviale où chaque bouchée promet un tour du

monde des saveurs. Ici, les parfums et les épices transportent les visiteurs bien au-delà de Suresnes. Brochettes de bœuf, poisson braisé, beignets et autres spécialités afro-fusion composent une carte généreuse, mêlant traditions culinaires africaines et créativité, dans un équilibre de saveurs délicates et relevées. Sans quitter Suresnes, les gourmands embarquent



Brice N'Zoulou, président du PDK/DR

ainsi pour un concentré de cultures et de gastronomie. Avant de s’installer à table pour partager un moment avec leurs proches ou faire connaissance avec leurs voisins d’un jour, ils se laissent volontiers tenter par les incontournables beignets, accompagnés d’un bissap rafraîchissant ou d’un jus de gingembre. Aux fourneaux tout en restant disponible pour échanger avec les visiteurs, Brice N’zoulou, président

du PDK et passionné de gastronomie, voit dans la cuisine bien plus qu’un simple savoir-faire. Pour lui, elle est un langage, un art silencieux qui relie les souvenirs, les émotions et les êtres. « *Même au cœur des traditions, l’imaginaire reste une force qui permet d’aller plus loin, de revisiter les saveurs sans les dénaturer* », aime-t-il rappeler.

À la Guinguette africaine de Suresnes, Le PDK ne se contente pas de restaurer les visiteurs : il les invite à partager un imaginaire, une culture et un voyage gustatif où chaque plat raconte une histoire, notamment celle de la République du Congo, où la rumba des deux rives du majestueux fleuve Congo ou les côtes de l’océan Atlantique font bon ménage avec la gastronomie.

Marie Alfred Ngoma

8° CHAMPIONNAT NATIONAL DE TAEKWONDO

Brazzaville au sommet d’une édition remarquable

Discipline, respect, dépassement de soi, honneur et fair-play : la huitième édition du Championnat national de taekwondo s’est achevée le 2 août, dans une ambiance électrique. Événement majeur du calendrier martial congolais, cette compétition a réuni 216 athlètes venus mesurer leur talent et décrocher une place au sein des équipes nationales de leurs catégories respectives. La ligue de Brazzaville a occupé la première place au terme des combats.

Dans son mot de bienvenue, le président de la Fédération congolaise de taekwondo (Fécotae), Adel Rihan, a souligné la vitalité et l’engagement constants qui animent cette discipline en République du Congo. Représentant le ministre des Sports, Anna Mounghalla a officiellement ouvert le championnat, réaffirmant la volonté du ministère d’accompagner la Fécotae dans la mise en œuvre de son programme d’activités et le rayonnement de la discipline sur l’ensemble du territoire. Sur le tatami, les délégations venues de Brazzaville, de Pointe-Noire, du Pool, du Niari, de la Cuvette et de la Lékoumou ont livré des prestations de haut niveau. Au terme des combats très serrés en tête du tableau d’affichage, Brazzaville s’est adjugée la première place du classement général avec un total de 58 médailles (20 en or, 16 en argent et 22 en bronze). Pointe-Noire la talonne de très près en décrochant la deuxième position avec 56 médailles (20 en or, 16 en argent et 20 en bronze). Le Pool monte sur la troisième marche du podium avec 10 médailles (3 en or et 7 en bronze). La Cuvette et le



Un combat lors de la finale du championnat national/Adiac

Niari occupent respectivement les 4e et 5e rangs, tandis que la Lékoumou repart sans médaille cette année. Cette huitième édition confirme la dynamique positive du taekwondo congolais et ouvre la voie à une nouvelle génération de combattants prêts à défendre les couleurs nationales.

Rude Ngoma

HANDBALL

Le tournoi de gala se poursuit

L’interdiction d’utiliser certaines infrastructures sportives du pays a poussé certains dirigeants de handball à se réinventer pour continuer à entretenir la flamme.

Les matches du tournoi de gala de handball vont de délocalisation en délocalisation. Les rencontres de la 15e journée à Brazzaville se sont jouées le week-end au Square de Gaulle. Chez les messieurs ASB a battu Petrosport, 26-24. Lion sport s’est incliné devant Patronage, 29-31, et Avenir du rail a eu raison de JSO, 34-29. Chez les dames, Lion sport a battu CFPN, 25-22. Asel a été battue par Association, 18-25, et chez les U16 Asoc a étrillé CFPN, 15-04. A Pointe-Noire, la 12 journée s’est jouée sur le sable. Même si dans ces conditions il est difficile de définir le fond de jeu, les équipes ont réaffirmé leur volonté de jouer partout où la Dynamique va les emmener. Preuve que la Dynamique plie mais ne rompt pas. Sur le terrain, l’As Cheminots poursuit sa série des matches sans défaite en dominant Pèlerin, 31-22. Banko sport a battu Tié Tie sport, 29-17. Chez messieurs, Munisport l’emporte devant Pèlerin, 27-20. Interclub s’est incliné devant l’AS Che-



Une séquence du match ASB- Petrosport/Adiac

minots, 21-27, et NHA sport a conforté sa première place en battant Patronage, 27-14. A Makoua, par ailleurs, JSM a pris le meilleur en version masculine devant Patronage, 45-24. Saint-Pierre a eu raison de Promo sport, 23-20. Chez les dames, Promo sport a dominé Saint-Pierre, 23-09.

James Golden Eloué

NÉCROLOGIE



Magloire Nzonzi Badiakouahou, du Musée-Galerie-Bassin-du-Congo, les familles Kahunga, Batantou (Léonie Pierrette, Clotaire, Félicité Clarisse, Lydie, Liliane...) informent les parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de Noëlie Moyo se présente comme suit :

- Vendredi 7 août 2026 :**
- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU ;
 - 10h00 : recueillement au domicile familial (Ngambio-Mfilou) ;
 - 12h00 : messe de requiem en la paroisse Ndunzia-Mpungu à Mfilou-Ngabio ;
 - 14h00 : départ pour le cimetière familial au village Nkama-Mbangala ;
 - 16h00 : fin de cérémonie.
- Ayons toutes et tous une pensée pieuse.

CHANGEMENT DE NOM

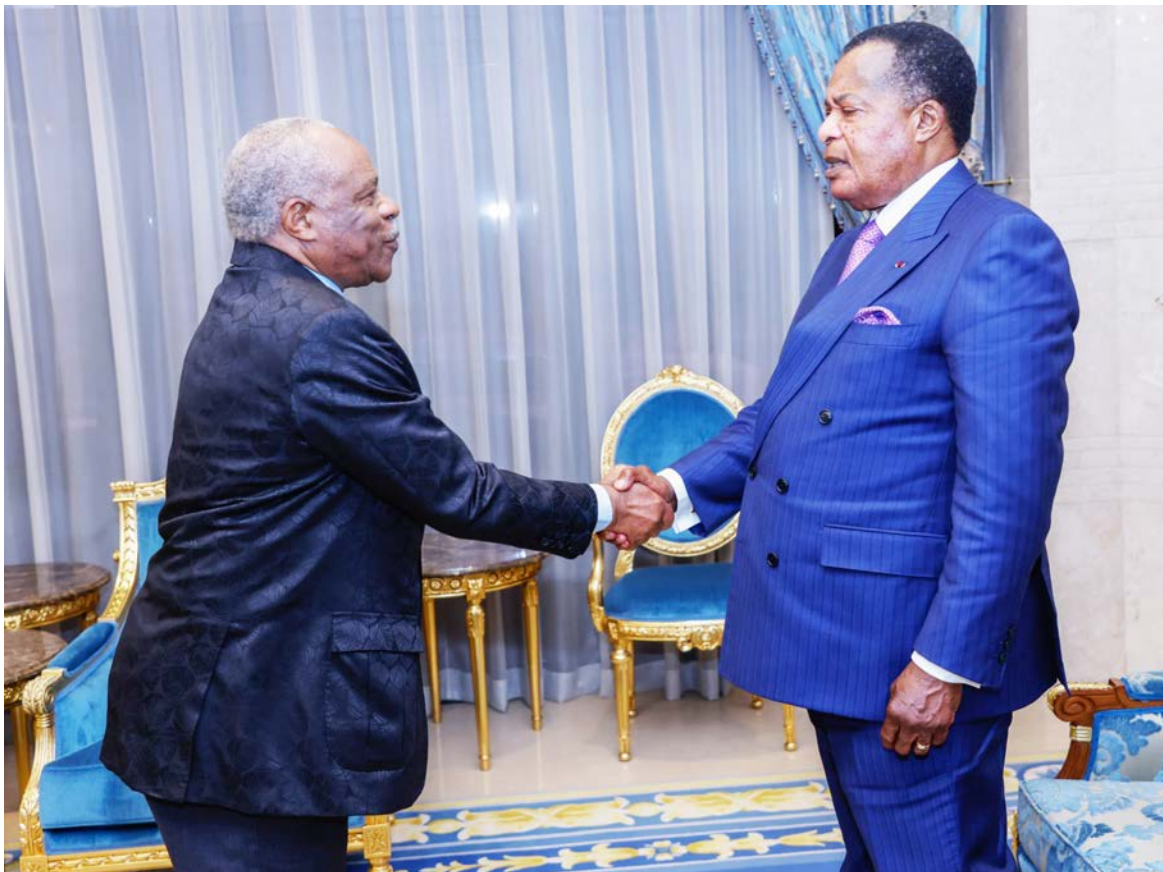
On m’appelle Bikodi Diayembo Josephate Darvelain
Je désire désormais être appelé Mouandza Josephate Darvelain
Toute personne justifiant d’un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

CÉMAC

Le nouvel agenda communautaire soumis à Denis Sassou N'Guesso

Le président de la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), Baltasar Engonga Edjo'o, a été reçu, le 4 août à Brazzaville, par le chef de l'État congolais et président en exercice de la Cémac, Denis Sassou N'Guesso. Il est venu lui présenter la feuille de route des actions prioritaires que la Commission entend mettre en œuvre afin d'accélérer l'intégration sous-régionale, incluant les défis économiques, sanitaires et sécuritaires auxquels fait face l'espace communautaire.

La rencontre entre Denis Sassou N'Guesso et Baltasar Engonga Edjo'o s'inscrit dans le cadre des concertations régulières des autorités congolaises avec les institutions communautaires visant à renforcer la coopération en faveur de l'intégration sous-régionale. Au cours de l'entretien, Baltasar Engonga Edjo'o a présenté au chef de l'État congolais un nouvel agenda communautaire, conçu comme une feuille de route des actions prioritaires que la Commission compte réaliser durant la présidence congolaise de la Cémac. Le nouvel agenda couvre notamment les réformes communautaires en matière de libre circulation des personnes et des biens ainsi que le développement « plus harmonieux » de l'espace sous-régional. « L'entretien que je viens d'avoir avec le président en exercice de la Cémac, Denis Sassou N'Guesso, c'était pour lui présenter les actions que la Commission peut réaliser sous sa mandature pour pouvoir avancer avec l'intégration. C'est une es-
pèce de feuille de route des actions



Denis Sassou N'Guesso recevant Baltasar Engonga Edjo'o/DR

prioritaires, indépendamment des autres initiatives qui pourront émerger en cours de mandat », a expliqué Baltasar Engonga Edjo'o. Le président de la Commission a souligné que malgré un contexte marqué par des contraintes économiques, sociales et politiques, les institutions communautaires poursuivent normalement leurs missions. Selon lui, la capacité d'adaptation de la Cémac demeure essentielle pour répondre aux nouveaux défis auxquels la sous-région est confrontée. « Nous sommes confrontés à la problématique de la pandémie d'Ebola. La Cémac entend également apporter sa contribution à la gestion de cette crise. J'ai signé une convention avec la Banque de développement des États de l'Afrique centrale afin de permettre le déblocage des financements sollicités par le ministère de la Santé, en vue de prendre les dispositions nécessaires pour prévenir la propagation de cette pandémie », a assuré le président de la Commission de la Cémac.

Fiacre Kombo

9^e GRANDE RENTRÉE LITTÉRAIRE DE KINSHASA

Le Congo à l'honneur

La République du Congo sera l'invité d'honneur de la 9^e édition de la Grande rentrée littéraire de Kinshasa, prévue du 10 au 12 septembre. L'invitation officielle, adressée à l'écrivain Henri Djombo, président en exercice de l'Union nationale des écrivains et artistes congolais (Unéac), marque une nouvelle étape dans le rapprochement culturel entre les deux rives du fleuve Congo.

Signée le 24 juillet par Cécile Djunga, directrice du Centre Wallonie-Bruxelles de Kinshasa, la lettre d'invitation souligne le caractère exceptionnel de cette édition, organisée à l'occasion du 40^e anniversaire de la Bibliothèque et du Centre Wallonie-Bruxelles de Kinshasa. Placée sur thème « Littératures, gardiennes des mémoires », la manifestation entend célébrer le livre comme un espace de préservation, de transmission et de dialogue entre les peuples.

Dans ce cadre, la République du Congo a été choisie comme pays invité d'honneur. Les organisateurs souhaitent voir Henri Djombo conduire une importante délégation d'écrivains et de personnalités culturelles congolaises. « Votre présence à la tête d'une importante délégation d'auteurs, d'artistes et de personnalités



L'écrivain et président de l'Unéac, Henri Djombo/DR

« Votre présence à la tête d'une importante délégation d'auteurs, d'artistes et de personnalités culturelles du Congo-Brazzaville constituera l'un des temps forts de notre programmation »

culturelles du Congo-Brazzaville constituera l'un des temps forts de notre programmation », a écrit Cécile Djunga, convaincue que cette participation enrichira les échanges mémoriels et littéraires entre les deux pays. L'écrivain et président de l'Unéac, Henri Djombo, a répondu favorablement à cette invitation, confirmant ainsi la présence du Congo à ce rendez-vous majeur des lettres africaines et francophones.

Créée pour accompagner la rentrée éditoriale et favoriser les rencontres entre auteurs, éditeurs, lecteurs et professionnels du livre, la Grande rentrée littéraire de Kinshasa s'est progressivement imposée comme l'un des événements littéraires incontournables d'Afrique centrale. Au fil de ses précédentes éditions, elle a accueilli des écrivains de

renom venus de plusieurs horizons, offert une vitrine aux nouvelles voix de la littérature congolaise et multiplié les espaces de réflexion autour de la création, de la mémoire, de la jeunesse et de la circulation des œuvres. Cette dynamique a contribué à renforcer les liens entre les acteurs du livre et à inscrire Kinshasa parmi les capitales culturelles de la région.

Pour cette 9^e édition, les organisateurs n'ont pas encore dévoilé la programmation détaillée des rencontres, conférences, tables rondes ou animations prévues. Seuls sont connus, à ce stade, les dates, le thème central ainsi que le choix du Congo comme pays invité d'honneur. Une distinction qui promet de mettre en lumière la vitalité de sa scène littéraire et de consolider davantage le dialogue culturel entre Brazzaville et Kinshasa.

Merveille Jessica Atipo